10 **EUR** 1

NAT.	Date du dépôt	N°	P.	U.	D.		C1.

COMPTES ANNUELS EN EUROS

DENOMINATION : Euler Hermes SA/NV

Forme juridique : Société Anonyme

Adresse : Avenue des Arts N°: 56 Bte: /

Code postal : 1000 Commune : Bruxelles

Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de Commerce de: Bruxelles

Adresse Internet* : eulerhermes.com

Numéro d'entreprise : BE0403248596

Date (aaaa/mm/jj) 2017/12/29 du dépôt de l'acte constitutif OU du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS approuvés par l'assemblée générale du		11/05/2022	
et relatifs à l'exercice couvrant la période du	01/01/2021	au	31/12/2021
Exercice précédent du	01/01/2020	au	31/12/2020

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont identiques à ceux publiés antérieurement : oui /~~non~~ **

LISTE COMPLETE avec nom, prénoms, profession,domicile (adresse, numéro, code postal et commune)
et fonction au sein de l'entreprise des ADMINISTRATEURS, GERANTS et COMMISSAIRES

Monsieur Wilfried Verstraete - Président du Conseil d'Administration
Rue de Phalsbourg, 15
75017 Paris, France

Monsieur Johan Tack - Administrateur non-executif
Pontstraat, 116
9131 Deurle, Belgique

Madame Clarisse Kopff - Administrateur executif
Rue Boissiere, 30
75116 Paris, France

(éventuellement suite page C 1bis)

Sont joints aux présents comptes annuels: - le rapport des commissaires**
- le rapport de gestion**

Nombre total de pages déposées:
Numéros des pages du document normalisé non déposées parce que sans objet :

Signature Signature

(nom et qualité) (nom et qualité)

* Mention facultative.
** Biffer ce qui ne convient pas

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

NAT.	Date du dépôt	N°	P.	U.	D.		C1.

LISTE COMPLETE avec nom, prénoms, profession,domicile (adresse, numéro, code postal et commune)
et fonction au sein de l'entreprise des ADMINISTRATEURS, GERANTS et COMMISSAIRES

Monsieur Fabrice Desnos - Administrateur exécutif
Avenue Leo Errera, 32
1180 Uccle, Belgique

Monsieur Philippe Carli - Administrateur indépendant
Rue Jouvenet, 13
75016 Paris, France

Madame Marleen Mannekens - Administrateur indépendant
Savaanstraat, 7
9000 Gent, Belgium

Monsieur Loeiz Limon-Duparcmeur Administrateur exécutif
Chemin du Bassin, 8
78240, Chambourcy, France

Monsieur Frédéric Bizière - Administrateur exécutif
Rue Anatole France, 62
78350 Jouy-en-Josas, France fin de mandat 21-06-2021

Madame Brigitte Bovermann - Administrateur non-exécutif
Hummelbachtal, 25
48301 Nottuln, Allemagne

Monsieur Juan Moreno Guerrero - Administrateur non-exécutif
Schoolstraat, 13
1601 Ruisbroek, Belgique fin de mandat 31-07-2021

Monsieur Mauro Spatocco - Administrateur non-exécutif
Via Donizetti Gaetano, 19/B
00041 Albano Laziale (RM), Italie

Madame Adeline Maitia - Administrateur non-exécutif
Rue Michelet, 24
93270 Sevran, France

Monsieur Thomas Maximilian Wagner - Administrateur non-exécutif
Neckahalde, 14
72108 Rottenburg am Neckar, Allemagne

Monsieur Laurent Tack - Administrateur non-exécutif
Rue Des Lorrains, 200
6200 Chatelet, Belgique

PwC Reviseurs d'Entreprises SRL (N° du registre public de l'IRE: B00009)
N° d'entreprise BE 0429.501.944
Culliganlaan 5, 1831 Diegem
représentée par Monsieur Tom Meuleman (N° de registre public de l'IRE A01894), Réviseur d'entreprises
Le mandat court jusqu'à l'AG de 2024 statuant sur les comptes de 2023

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

TVA		EUR	**C 1bis** [3]

- L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas
autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

- Les comptes annuels ont-ils été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe ou par un reviseur d'entreprises qui n'est pas le
commissaire? ~~OUI~~ / NON (1).
Si OUI, doivent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque expert-comptable externe ou reviseur
d'entreprises et son numéro de membre auprès de son Institut ainsi que la nature de sa mission (A. Tenue des comptes de
l'entreprise (2); B. Etablissement des comptes annuels (2); C. Vérification de ces comptes; D. Redressement de ces comptes).

- Si des missions visées sous A. (Tenue des comptes de l'entreprise) ou sous B. (Etablissement des comptes annuels) ont été
accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom,
prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de
l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission (A. Tenue des comptes de l'entreprise;
B. Etablissement des comptes annuels).

(1) Biffer ce qui ne convient pas.
(2) Mention facultative.

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Annexe à l'arrêté royal relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances

Chapitre I. Schéma des comptes annuels

Section I. Bilan au 31/12/2021 (en unités d'Euro.)

	Actif	Codes	Exercice clôturé	Exercice précédent
A.	-	-		
B.	**Actifs incorporels (état n°1)**	**21**	49,829,266	66,319,377
	I. Frais d'établissement	211	0	0
	II. Immobilisations incorporelles	212	49,829,266	66,319,377
	1. Goodwill	212.1	0	222,511
	2. Autres immobilisations incorporelles	212.2	49,829,266	66,096,866
	3. Acomptes versés	212.3	0	0
C.	**Placements (états n°1, 2 et 3)**	**22**	2,158,391,663	1,579,349,099
	I. Terrains et constructions (état n°1)	221	3,362,425	3,749,861
	1. Immeubles utilisés par l'entreprise dans le cadre de son activité propre	221.1	3,191,147	3,510,679
	2. Autres	221.2	171,278	239,182
	II. Placements dans des entreprises liées et participations (états n°1, 2 et 18)	222	501,862,661	502,898,111
	Entreprises liées	222.1	501,862,661	502,898,111
	1. Participations	222.11	417,280,860	415,507,725
	2. Bons, obligations et créances	222.12	84,581,802	87,390,386
	- Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	222.2	0	0
	3. Participations	222.21	0	0
	4. Bons, obligations et créances	222.22	0	0
	III. Autres placements financiers	223	1,651,042,969	1,070,822,709
	1. Actions, parts et autres titres à à revenu variable (état n°1)	223.1	123,353,361	78,268,928
	2. Obligations et autres titres à revenu fixe (état n°1)	223.2	1,427,621,937	902,725,028
	3. Parts dans des pools d'investissement	223.3	0	0
	4. Prêts et crédits hypothécaires	223.4	53,912,992	54,062,992
	5. Autres prêts	223.5	0	0
	6. Dépôts auprès des établissements de crédit	223.6	46,154,679	35,765,761
	7. Autres	223.7	0	0
	IV. Dépôts auprès des entreprises cédantes	224	2,123,608	1,878,418
D.	**Placements relatifs aux opérations liées à un fonds d'investissement du groupe d'activités 'vie' et dont le risque de placement n'est pas supporté par l'entreprise**	**23**	0	0
Dbis.	**Parts des réassureurs dans les provisions techniques**	**24**	1,714,865,458	1,612,336,031
	I. Provision pour primes non acquises et risques en cours	241	113,142,116	130,530,023
	II. Provision d'assurance 'vie'	242	0	0
	III. Provision pour sinistres	243	1,441,787,337	1,358,686,345
	IV. Provision pour participations aux bénéfices et ristournes	244	159,936,005	123,119,663
	V. Autres provisions techniques	245	0	0
	VI. Provisions relatives aux opérations liées à un fonds d'investissement du groupe d'activités 'vie' lorsque le risque de placement n'est pas supporté par l'entreprise	246	0	0

	Passif	Codes	Exercice clôturé	Exercice précédent
A.	**Capitaux propres (état n°5)**	**11**	737,328,278	790,470,378
	I. Capital souscrit ou fonds équivalent, net du capital non appelé	111	229,390,287	229,390,287
	1. Capital souscrit	111.1	229,390,287	229,390,287
	2. Capital non appelé (-)	111.2	(0)	(0)
	II. Primes d'émission	112	179,823,832	179,823,832
	III. Plus-value de réévaluation	113	1,681,409	1,681,409
	IV. Réserves	114	283,950,472	283,950,472
	1. Réserve légale	114.1	22,939,029	22,939,029
	2. Réserves indisponibles	114.2	34,649,310	34,649,310
	a) pour actions propres	114.21	34,649,310	34,649,310
	b) autres	114.22	0	0
	3. Réserves immunisées	114.3	0	0
	4. Réserves disponibles	114.4	226,362,133	226,362,133
	V. Résultat reporté	115	42,482,278	95,624,378
	1. Bénéfice reporté	115.1	42,482,278	95,624,378
	2. Perte reportée (-)	115.2	(0)	(0)
	VI. -	-		
B.	**Passifs subordonnés (états n°7 et 18)**	12	0	0
Bbis.	**Fonds pour dotations futures**	**13**	0	0
C.	**Provisions techniques (état n°7)**	**14**	2,586,012,147	2,367,221,281
	I. Provisions pour primes non acquises et risques en cours	141	330,627,949	307,603,488
	II. Provision d'assurance 'vie'	142	0	0
	III. Provision pour sinistres	143	1,935,354,807	1,759,289,921
	IV. Provision pour participations aux bénéfices et ristournes	144	207,796,211	162,445,967
	V. Provision pour égalisation et catastrophes	145	112,233,180	137,881,904
	VI. Autres provisions techniques	146	0	0
D.	**Provisions techniques relatives aux opérations liées à un fonds d'investissement du groupe d'activités 'vie' lorsque le risque de placement n'est pas supporté par l'entreprise (état n°7)**	**15**	0	0
E.	**Provisions pour autres risques et charges**	**16**	335,895,138	301,936,701
	I. Provisions pour pensions et obligations similaires	161	269,144,965	239,263,629
	II. Provisions pour impôts	162	63,257,601	58,418,510
	III. Autres provisions (état n°6)	163	3,492,573	4,254,562
F.	**Dépôts reçus des réassureurs**	17	4,846,182	4,894,889

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Annexe à l'arrêté royal relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances

Chapitre I. Schéma des comptes annuels

Section I. Bilan au 31/12/2021 (en unités d'Euro.)

Actif	Codes	Exercice clôturé	Exercice précédent	Passif	Codes	Exercice clôturé	Exercice précédent
E. Créances (états n°18 et 19)	**41**	1,062,985,566	1,254,102,003	**G. Dettes (états n°7 et 18)**	**42**	1,465,731,295	1,265,700,117
I. Créances nées d'opérations d'assurance directe	411	573,916,375	567,649,878	I. Dettes nées d'opérations d'assurance directe	421	340,144,426	364,455,031
1. Preneurs d'assurance	411.1	402,287,540	358,997,802	II. Dettes nées d'opérations de réassurance	422	599,001,704	463,772,846
2. Intermédiaires d'assurance	411.2	5,037,757	4,547,322	III. Emprunts obligataires non subordonnés	423	0	0
3. Autres	411.3	166,591,079	204,104,754	1. Emprunts convertibles	423.1	0	0
II. Créances nées d'opérations de réassurance	412	256,156,153	100,703,343	2. Emprunts non convertibles	423.2	0	0
III. Autres créances	413	232,913,038	585,748,782	IV. Dettes envers des établissements de crédit	424	20,013,845	5,427,437
IV. Capital souscrit, appelé mais non versé	414	0	0	V. Autres dettes	425	506,571,320	432,044,802
				1. Dettes fiscales, salariales et sociales	425.1	184,223,732	162,307,343
F. Autres éléments d'actif	**25**	128,073,878	199,887,226	a) impôts	425.11	119,253,598	110,371,304
I. Actifs corporels	251	21,952,050	23,717,993	b) rémunérations et charges sociales	425.12	64,970,134	51,936,039
II. Valeurs disponibles	252	71,472,518	141,519,923	2. Autres	425.2	322,347,588	269,737,459
III. Actions propres	253	34,649,310	34,649,310				
IV. Autres	254	0	0				
G. Comptes de régularisation (état n°4)	***431/433***	17,548,219	20,063,090	**H. Comptes de régularisation (état n°8)**	***434/436***	1,881,012	1,833,462
I. Intérêts et loyers acquis non échus	431	8,144,238	10,137,704				
II. Frais d'acquisition reportés	432	0	0				
1. Opérations d'assurance non-vie	432.1	0	0				
2. Opérations d'assurance vie	432.2	0	0				
III. Autres comptes de régularisation	433	9,403,981	9,925,386				
TOTAL	***21/43***	5,131,694,051	4,732,056,827	**TOTAL**	***11/43***	5,131,694,051	4,732,056,827

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Chapitre I. Schéma des comptes annuels

Section II. Compte de résultat au 31/12/2021 (en unités d'Euro.)

I. Compte technique non-vie

Libellé	Codes	Exercice clôturé	Exercice précédent
1. Primes acquises nettes de réassurance	**710**	336,815,919	260,584,328
a) Primes brutes (état n°10)	710.1	1,999,952,681	1,810,997,891
b) Primes cédées aux réassureurs (-)	710.2	(1,622,724,394)	(1,569,460,322)
c) Variation de la provision pour primes non acquises et risques en cours, brute de réassurance (augmentation - , réduction +)	710.3	-23,024,460	11,256,627
d) Variation de la provision pour primes non acquises et risques en cours, part des réassureurs (augmentation + , réduction -)	710.4	-17,387,907	7,790,132
2. Produits des placements alloués, transférés du compte non technique (poste 6)	**711**	0	0
2bis. Produits des placements	**712**	70,080,533	69,672,320
a) Produits des placements dans des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation	712.1	33,379,553	49,714,209
aa) entreprises liées	712.11	32,445,159	49,496,927
1° participations	712.111	32,236,256	49,074,737
2° bons, obligations et créances	712.112	208,903	422,190
bb) autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	712.12	934,394	217,282
1° participations	712.121	934,394	217,282
2° bons, obligations et créances	712.122	0	0
b) Produits des autres placements	712.2	14,142,474	15,520,895
aa) produits provenant des terrains et constructions	712.21	463,721	367,502
bb) produits provenant d'autres placements	712.22	13,678,753	15,153,393
c) Reprises de corrections de valeur sur placements	712.3	16,538,594	-7,574,640
d) Plus-values sur réalisations	712.4	6,019,911	12,011,857
3. Autres produits techniques nets de réassurance	**714**	32,363,345	29,149,951
4. Charge des sinistres, nette de réassurance (-)	**610**	(214,039,311)	(172,936,293)
a) Montants payés nets	610.1	116,868,937	219,888,514
aa) montants bruts (état n°10)	610.11	416,673,344	662,407,754
bb) part des réassureurs (-)	610.12	(299,804,407)	(442,519,240)
b) Variation de la provision pour sinistres, nette de réassurance (augmentation +, réduction -)	610.2	97,170,374	-46,952,221
aa) variation de la provision pour sinistres, brute de réassurance (état n°10) (augmentation + , réduction -)	610.21	213,581,244	177,396,768
bb) variation de la provision pour sinistres, part des réassureurs (augmentation - , réduction +)	610.22	-116,410,870	-224,348,989
5. Variation des autres provisions techniques, nette de réassurance (augmentation - , réduction +)	**611**	0	0

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Chapitre I. Schéma des comptes annuels

Section II. Compte de résultat au 31/12/2021 (en unités d'Euro.)

I. Compte technique non-vie

	Libellé	Codes	Exercice clôturé	Exercice précédent
6.	**Participations aux bénéfices et ristournes, nettes de réassurance (-)**	**612**	(36,661,879)	(12,122,071)
7.	**Frais d'exploitation nets (-)**	**613**	(125,464,503)	(137,108,895)
	a) Frais d'acquisition	613.1	369,140,452	340,044,956
	b) Variation du montant des frais d'acquisition portés à l'actif (augmentation - , réduction +)	613.2	0	0
	c) Frais d'administration	613.3	279,414,556	282,778,169
	d) Commissions reçues des réassureurs et participations aux bénéfices (-)	613.4	(523,090,505)	(485,714,230)
7bis.	**Charges des placements (-)**	**614**	(17,796,530)	(21,688,465)
	a) Charges de gestion des placements	614.1	11,312,415	9,266,563
	b) Corrections de valeurs sur placements	614.2	5,603,304	3,470,611
	c) Moins-values sur réalisations	614.3	880,811	8,951,292
8.	**Autres charges techniques, nettes de réassurance (-)**	**616**	(-6,716,408)	(19,653,315)
9.	**Variation de la provision pour égalisation et catastrophes, nette de réassurance (augmentation - , réduction +)**	**619**	25,648,724	131,406,191
10.	**Résultat du compte technique non vie**			
	Bénéfice (+)	*710 / 619*	77,662,705	127,303,748
	Perte (-)	*619 / 710*	(0)	(0)

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Chapitre I. Schéma des comptes annuels

Section II. Compte de résultats au 31/12/2021 (en unités d'Euro.)

II. Compte technique vie

Libellé	Codes	Exercice clôturé	Exercice précédent
1. Primes nettes de réassurance	**720**	0	0
a) Primes brutes (état n°10)	720.1	0	0
b) Primes cédées aux réassureurs (-)	720.2	(0)	(0)
2. Produits des placements	**722**	0	0
a) Produits des placements dans des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation	722.1	0	0
aa) entreprises liées	722.11	0	0
1° participations	722.111	0	0
2° bons, obligations et créances	722.112	0	0
bb) autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	722.12	0	0
1° participations	722.121	0	0
2° bons, obligations et créances	722.122	0	0
b) Produits des autres placements	722.2	0	0
aa) produits provenant des terrains et constructions	722.21	0	0
bb) produits provenant d'autres placements	722.22	0	0
c) Reprises de corrections de valeur sur placements	722.3	0	0
d) Plus-values sur réalisations	722.4	0	0
3. Corrections de valeur sur placements du poste D. de l'actif (produits)	**723**	0	0
4. Autres produits techniques nets de réassurance	**724**	0	0
5. Charge des sinistres, nette de réassurance (-)	**620**	(0)	(0)
a) Montants payés nets	620.1	0	0
aa) montants bruts	620.11	0	0
bb) part des réassureurs (-)	620.12	(0)	(0)
b) Variation de la provision pour sinistres, nette de réassurance (augmentation + , réduction -)	620.2	0	0
aa) variation de la provision pour sinistres, brute de réassurance (augmentation + , réduction -)	620.21	0	0
bb) variation de la provision pour sinistres, part des réassureurs (augmentation - , réduction +)	620.22	0	0
6. Variation des autres provisions techniques, nette de de réassurance (augmentation -, réduction +)	**621**	0	0
a) Variation de la provision d' assurance 'vie', nette de réassurance (augmentation - , réduction +)	621.1	0	0
aa) variation de la provision d'assurance 'vie', brute de réassurance(augmentation - , réduction +)	621.11	0	0
bb) variation de la provision d' assurance 'vie', part des réassureurs (augmentation +,réduction -)	621.12	0	0
b) Variation des autres provisions techniques, nette de réassurance (augmentation - , réduction +)	621.2	0	0
7. Participations aux bénéfices et ristournes, nettes de réassurance (-)	**622**	(0)	(0)

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Chapitre I. Schéma des comptes annuels

Section II. Compte de résultats au 31/12/2021 (en unités d'Euro.)

II. Compte technique vie

Libellé	Codes	Exercice clôturé	Exercice précédent
8. Frais d'exploitation nets (-)	**623**	(0)	(0)
a) Frais d'acquisition	623.1	0	0
b) Variation du montant des frais d'acquisition portés à l'actif (augmentation - , réduction +)	623.2	0	0
c) Frais d'administration	623.3	0	0
d) Commissions reçues des réassureurs et participations aux bénéfices(-)	623.4	(0)	(0)
9. Charges des placements (-)	**624**	(0)	(0)
a) Charges de gestion des placements	624.1	0	0
b) Corrections de valeurs sur placements	624.2	0	0
c) Moins-values sur réalisations	624.3	0	0
10. Corrections de valeur sur placements du poste D. de l'actif (charges) (-)	**625**	(0)	(0)
11. Autres charges techniques, nettes de réassurance (-)	**626**	(0)	(0)
12. Produits des placements alloués, transférés au compte non technique (poste 4.) (-)	**627**	(0)	(0)
12bis. Variation du fonds pour dotations futures (augmentation - , réduction +)	**628**	0	0
13. Résultat du compte technique vie			
Bénéfice (+)	***720 / 628***	0	0
Perte (-)	***628 / 720***	(0)	(0)

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Chapitre I. Schéma des comptes annuels

Section II. Compte de résultats au 31/12/2021 (en unités d'Euro)

III. Compte non technique

	Libellé	Codes	Exercice clôturé	Exercice précédent
1.	**Résultat du compte technique non-vie (poste 10)**			
	Bénéfice (+)	*(710 / 619)*	77,662,705	127,303,748
	Perte (-)	*(619 / 710)*	(0)	(0)
2.	**Résultat du compte technique vie (poste 13)**			
	Bénéfice (+)	*(720 / 628)*	0	0
	Perte (-)	*(628 / 720)*	(0)	(0)
3.	**Produits des placements**	**730**	0	0
	a) Produits des placements dans des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation	730.1	0	0
	b) Produits des autres placements	730.2		
	aa) produits provenant des terrains et constructions	730.21	0	0
	bb) produits provenant d'autres placements	730.22	0	0
	c) Reprises de corrections de valeur sur placements	730.3	0	0
	d) Plus-values sur réalisations	730.4	0	0
4.	**Produits des placements alloués, transférés du compte technique vie (poste 12)**	**731**	0	0
5.	**Charges des placements (-)**	**630**	(0)	(0)
	a) Charges de gestion des placements	630.1	0	0
	b) Corrections de valeurs sur placements	630.2		
	c) Moins-values sur réalisations	630.3		
6.	**Produits des placements alloués, transférés au compte technique non-vie (poste 2) (-)**	**631**	(0)	(0)
7.	**Autres produits (état n° 13)**	**732**	24,933,626	490,700
8.	**Autres charges (état n° 13) (-)**	**632**	(28,683,418)	(422,481)
8bis.	**Résultat courant avant impôts**			
	Bénéfice (+)	*710 / 632*	73,912,913	127,371,968
	Perte (-)	*632 / 710*	(0)	(0)
9.	**-**	**-**		
10.	**-**	**-**		
11.	**Produits exceptionnels (état n° 14)**	**733**	3,250,312	4,965,291
12.	**Charges exceptionnelles (état n° 14) (-)**	**633**	(49,176,322)	(19,403,788)

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Chapitre I. Schéma des comptes annuels

Section II. Compte de résultats au 31/12/2021 (en unités d'Euro)

III. Compte non technique

Libellé	Codes	Exercice clôturé	Exercice précédent
13. Résultat exceptionnel			
Bénéfice (+)	*733 / 633*	0	0
Perte (-)	*633 / 733*	(45,926,010)	(14,438,496)
14. -	**-**		
15. Impôts sur le résultat (-/+)	**634 / 734**	-21,129,003	-76,607,977
15bis. Impôts différés (-/+)	**635 / 735**	0	33,872,478
16. Résultat de l'exercice			
Bénéfice (+)	*710 / 635*	6,857,900	70,197,973
Perte (-)	*635 / 710*	(0)	(0)
17. a) Prélèvements sur les réserves immunisées	**736**	0	0
b) Transfert aux réserves immunisées (-)	**636**	(0)	(0)
18. Résultat de l'exercice			
Bénéfice (+)	*710 / 636*	6,857,900	70,197,973
Perte (-)	*636 / 710*	(0)	(0)

A.	**Bénéfice à affecter**	**710 / 637.1**	102,482,278	145,624,379
	Perte à affecter (-)	**637.1 / 710**	(0)	(0)
	1. Bénéfice de l'exercice à affecter	710 / 636	6,857,900	70,197,973
	Perte de l'exercice à affecter (-)	636 / 710	(0)	(0)
	2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	737.1	95,624,378	75,426,406
	Perte reportée de l'exercice précédent (-)	637.1	( )	( )
B.	**Prélèvements sur les capitaux propres**	**737.2 / 737.3**	0	0
	1. sur le capital et les primes d'émission	737.2		
	2. sur les réserves	737.3	0	0
C.	**Affectations aux capitaux propres (-)**	**637.2 / 637.3**	(0)	(0)
	1. au capital et aux primes d' émission	637.2		
	2. à la réserve légale	637.31	0	0
	3. aux autres réserves	637.32		
D.	**Résultat à reporter**			
	1. Bénéfice à reporter (-)	637.4	(42,482,278)	(95,624,378)
	2. Perte à reporter	737.4		
E.	**Intervention d' associés dans la perte**	**737.5**		
F.	**Bénéfice à distribuer (-)**	**637.5 / 637.7**	(60,000,000)	(50,000,000)
	1. Rémunération du capital	637.5	60,000,000	50,000,000
	2. Administrateurs ou gérants	637.6		
	3. Autres allocataires	637.7		

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

A/ 2021-01-01 B/ 2020-12-31 C/ 2020-01-01 BE0403248596 2021-12-31 00418 EUR

N° 1. Etat des actifs incorporels, des immeubles de placement et des titres de placement

DENOMINATIONS		Codes	Postes de l'actif concernés			Postes de l'actif concernés			Postes de l'actif concernés	
			B. Actifs incorporels	C.I. Terrains et constructions	C.II.1. Participations dans des entreprises liées	C.II.2. Bons, obligations et créances dans des entreprises liées	C.II.3. Participations dans des entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	C.II.4 Bons, obligations et créances dans des entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	C.III.1. Actions, parts et autres titres à revenu variable	C.III.2. Obligations et autres titres à revenu fixe
			1	2	3	4	5	6	7	8
a) VALEURS D'ACQUISITION										
Au terme de l'exercice précédent		8.01.01	212,561,058	63,268,583	424,465,562	88,910,479	0		91,402,977	990,948,936
Mutations de l'exercice :										
. Acquisitions		8.01.021	7,722,700	101,920	6,577,108	0			49,456,709	823,984,281
. Nouveaux frais d'établissement engagés		8.01.022								
. Cessions et retraits	(-)	8.01.023	(4,781,620)	(33,615)	(818,507)	(3,000,000)	( )	( )	(4,750,824)	(326,671,594)
. Transferts d'une rubrique à une autre	(+)(-)	8.01.024	0	0	0	0				0
. Autres mutations	(+)(-)	8.01.025	0	0	0	191,416			0	
Au terme de l'exercice		8.01.03	215,502,138	63,336,889	430,224,162	86,101,894	0		136,108,863	1,488,261,623
b) PLUS-VALUES										
Au terme de l'exercice précédent		8.01.04							238,000	
Mutations de l'exercice :										
. Actées		8.01.051							0	
. Acquises de tiers		8.01.052								
. Annulées	(-)	8.01.053		( )	( )		( )		( )	( )
. Transférées d'une rubrique à une autre	(+)(-)	8.01.054								
Au terme de l'exercice		8.01.06							238,000	
c) AMORTISSEMENTS ET REDUCTIONS DE VALEUR										
Au terme de l'exercice précédent		8.01.07	146,155,786	59,503,996	8,820,860	1,600,000	0		13,613,340	91,048,707
Mutations de l'exercice :										
. Actées		8.01.081	19,451,929	466,035	4,076,765				-379,329	-2,429,955
. Repris car excédentaires	(-)	8.01.082	( )	( )	( )	( )	( )	( )	( )	(0)
. Acquis de tiers		8.01.083	0	0						
. Annulés	(-)	8.01.084	( )	( )	( )	( )	( )	( )	(0)	( )
. Transférés d'une rubrique à une autre	(+)(-)	8.01.085								
Au terme de l'exercice		8.01.09	165,607,715	59,970,030	12,897,625	1,600,000	0		13,234,011	88,618,752
d) MONTANTS NON APPELES (art. 29, § 1.)										
Au terme de l'exercice précédent		8.01.10								
Mutations de l'exercice	(+)(-)	8.01.11								
Au terme de l'exercice		8.01.12								
e) ECARTS DE CONVERSION DES DEVISES										
Au terme de l'exercice précédent	(+)(-)	8.01.13	-85,895	-4,435	-136,977	79,907	0		241,290	2,824,798
Mutations de l'exercice	(+)(-)	8.01.14	20,738	1	91,299	0			-782	25,154,266
Au terme de l'exercice	(+)(-)	8.01.15	-65,157	-4,434	-45,678	79,907	0		240,509	27,979,064
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE (a) + (b) - (c) - (d) +/- (e)		8.01.16	49,829,266	3,362,425	417,280,860	84,581,802	0	0	123,353,361	1,427,621,936

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 2. Etat des participations et droits sociaux détenus dans d'autres entreprises

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation au sens de l'arrêté royal du 17 novembre 1994 (comprise dans les postes C.II.1. , C.II.3. ,D.II.1. et D.II.3. de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux (compris dans les postes C.III.1. et D.III.1. de l'actif) représentant 10% au moins du capital souscrit.

	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
DENOMINATION, adresse complète du SIEGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO DE T.V.A. ou du NUMERO NATIONAL.	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire (*)	Capitaux propres	Résultat net
	Nombres	%	%			(+) ou (-) (en milliers d'unités monétaires)	
Cogar SPRL, Paris	1,625	100%		31.12.2021	EUR	-2,599.00	-53.00
Euler Hermes Services G.C.C. Limited	0	0.00%		31.12.2021	AED	0.00	-52.51
Euler Hermes Australia Pty Limited	100	100.00%		31.12.2021	AUD	5,433.23	1,544.92
Euler Hermes Services Belgium S.A. (N.V.)	80,000	100.00%		31.12.2021	EUR	3,177.48	1,039.96
Euler Hermes Patrimonia	18,172	65.00%		31.12.2021	EUR	155,317.00	-1,586.28
Euler Hermes South Express SA	1,020,000	51.00%		31.12.2021	EUR	29,701.29	444.44
Euler Hermes Services Bulgaria EOOD	1,477,915	100.00%		31.12.2021	BGN	5,166.24	964.11
Euler Hermes Services Schweiz AG	200	100.00%		31.12.2021	CHF	3,612.44	795.44
Euler Hermes Hong Kong Services Limited.	23,000,000	100.00%		31.12.2021	HKD	36,962.58	-245.66
Euler Hermes Consulting (Shanghai) Co., Ltd	1	100.00%		31.12.2021	CNY	28,264.65	-2,390.32
Euler Hermes Services Ceská republika, s.r.o.	100	100.00%		31.12.2021	CZK	50,249.04	9,949.22
Euler Hermes Crédit France	3,200,000	100.00%		31.12.2021	EUR	122,793.88	458.21
Euler Hermes Recouvrement France	50,000	100.00%		31.12.2021	EUR	11,728.24	3,303.04
Euler Hermes Services SAS	2,500	100.00%		31.12.2021	EUR	2,292.41	575.40
Euler Hermes Asset Management S.A.	1,000	100.00%		31.12.2021	EUR	1,121.03	111.31
Bilan Services SNC	1,980	66.00%		31.12.2021	EUR	3,696.00	1,657.00
Financière Callisto	3,500	100.00%		31.12.2021	EUR	311.34	12.06
Euler Hermes Real Estate SPPICAV RFA EL	7,227	59.56%		31.12.2021	EUR	169,950.00	5,779.00
EH 39 OUEST	50	100.00%		31.12.2021	EUR	488.74	-2.49
Euler Hermes Hellas Services Ltd	6,000	100.00%		31.12.2021	GBP	-2,721.95	-518.17
Euler Hermes Services UK Ltd	500,000	100.00%		31.12.2021	EUR	-24,467.33	3,472.85
Euler Hermes Services Ireland Ltd	300,000	100.00%		31.12.2021	EUR	779.77	160.86
Euler Hermes Services India Private Limited	9,999,999	99.99%		31.12.2021	INR	386,520.18	65,236.66
Euler Hermes Italia Services S.r.l.	1	100.00%		31.12.2021	EUR	10,144.77	8,111.93
Euler Hermes Intermediary Agency S.r.l.	1	100.00%		31.12.2021	EUR	112.34	68.11
Euler Hermes Japan Services Ltd.	2,800	100.00%		31.12.2021	JPY	241,974.45	21,351.15
Euler Hermes Korea Non-life Broker Company Limited	10,000	100.00%		31.12.2021	KRW	144,197.44	84,069.01
Euler Hermes Luxembourg Holding s.à.r.l.	5,556,304	55.22%		31.12.2021	EUR	101,436.09	4,759.19
Euler Hermes Acmar	274,990	55.00%		31.12.2021	MAD	136,562.00	34,556.94
Euler Hermes Services BV	90,760	100.00%		31.12.2021	EUR	2,560.44	913.79
Euler Hermes New Zealand Limited	10,000	100.00%		31.12.2021	NZD	1,846.11	490.53
Towarzystwo Ubezpieczen Euler Hermes S.A.	145,000	100.00%		31.12.2021	PLN	145,886.15	17,543.03
OOO Euler Hermès Credit Management	9,981	99.99%		31.12.2021	RUB	66,126.23	5,172.30
OOO IC Euler Hermes Ru LLC	10,000	100.00%		31.12.2021	RUB	1,532,629.15	236,706.10
Euler Hermes Services AB	500,000	100.00%		31.12.2021	EUR	6,518.30	1,645.78
Euler Hermes Singapore Services Pte Ltd	5,700,000	100.00%		31.12.2021	SGD	9,102.26	-1,389.44
Euler Hermes Sigorta Anonim Sirketi	26,460,000	100.00%		31.12.2021	TRY	121,441.71	42,998.09
Euler Hermes Taiwan Services	1	100.00%		31.12.2021	TWD	48,333.43	-980.46
GIE Euler Hermes SFAC Services		100.00%		31.12.2021	EUR	0.00	0.00
GIE Sfac Direct		100.00%		31.12.2021	EUR	0.00	0.00
Israel Credit Insurance Company Ltd	7,780,791	50.00%		31.12.2021	EUR	238,972.00	6,642.00
Companhia de Seguro de Creditos S.A. (COSEC)	750,000	50.00%		31.12.2021	EUR	76,213.30	4,166.00

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 2bis. La liste des entreprises dont l'entreprise répond de manière illimitée en qualité d'associé ou de membre indéfiniment responsable

Pour chacune des entreprises pour lesquelles l'entreprise est indéfiniment responsable, sont indiqués ci-dessous le nom, le siège, la forme juridique et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, le numéro d'entreprise ou, à défaut du numéro d'entreprise, le numéro de T.V.A. ou le numéro national d'identification.

Nom	Siège	Forme juridique	Numéro
Néant			

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 3. Valeur actuelle des placements (art. 38)

Postes de l'actif	Codes	Montants
C. Placements	8.03	2,337,719,616
I. Terrains et constructions	8.03.221	4,166,000
II. Placements dans des entreprises liées et participations	8.03.222	674,554,942
- Entreprises liées	8.03.222.1	674,554,942
1. Participations	8.03.222.11	589,973,140
2. Bons, obligations et créances	8.03.222.12	84,581,802
- Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	8.03.222.2	0
3. Participations	8.03.222.21	0
4. Bons, obligations et créances	8.03.222.22	0
III. Autres placements financiers	8.03.223	1,656,875,067
1. Actions, parts et autres titres à revenu variable	8.03.223.1	139,418,252
2. Obligations et autres titres à revenu fixe	8.03.223.2	1,416,696,554
3. Parts dans des pools d'investissement	8.03.223.3	0
4. Prêts et crédits hypothécaires	8.03.223.4	54,605,582
5. Autres prêts	8.03.223.5	0
6. Dépôts auprès des établissements de crédit	8.03.223.6	46,154,679
7. Autres	8.03.223.7	0
IV. Dépôts auprès des entreprises cédantes	8.03.224	2,123,608

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 3bis Instruments financiers dérivés non évalués à la juste valeur

A. Estimation de la juste valeur de chaque catégorie d'instruments financiers dérivés non évalués à la juste valeur dans les comptes, avec indications sur le volume, la nature et le risque couvert des instruments

Valeur comptable nette	Juste valeur

B. Pour les immobilisations financières figurant aux postes C.II. et C.III. comptabilisées à un montant supérieur à leur juste valeur : la valeur comptable nette et la juste valeur des actifs en questions, pris isolément ou regroupés de manière adéquate

	Valeur comptable nette	Juste valeur
Participations	7,639,716	0
Actions, parts et autres titres à à revenu variable	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	927,619,917	883,636,884

Pour chacune des immobilisations financières mentionnées au point B, ou chacun des actifs visés au point B. pris isolément ou regroupés de manière adéquate, comptabilisés à un montant supérieur à leur juste valeur, il convient également de mentionner ci-après les raisons pour lesquelles la valeur comptable n'a pas été réduite, et notamment les éléments qui permettent de supposer que la valeur comptable sera récupérée :

Les participations mentionnées au point B n'ont pas fait l'objet de réduction de valeur suite à la réalisation d'un test d'impairment confirmant qu'à l'avenir ces sociétés génèreront des bénéfices.

Les obligations et autres titres à revenu fixe mentionnés au point B n'ont pas fait l'objet de réduction de valeur conformément aux règles d'évaluation détaillées dans l'annexe 20 de nos comptes annuels.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N°4 Etat relatif aux autres comptes de régularisation de l'actif.

Ventilation du poste G.III de l' actif si celui-ci représente un montant important.

	Montant
Charges à reporter	9,138,635
Autres	265,346

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 5. Etat du capital

	Codes	Montants	Nombres d'actions
A. CAPITAL SOCIAL			
1. Capital souscrit (poste A.I.1. du passif)			
- Au terme de l'exercice précédent	8.05.111.101	229,390,287	2,925,155
- Modifications au cours de l'exercice :	8.05.111.103		xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx
- Au terme de l'exercice	8.05.111.102	229,390,287	xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx
2.Représentation du capital			
2.1. Catégories d'actions selon le droit des sociétés	8.05.1.20		
2.2. Actions nominatives ou dématérialisées			
Nominatives	8.05.1.21	xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx	2,925,155
Dématérialisées	8.05.1.22	xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx	

	Codes	Montant non appelé (poste A.I.2. du passif)	Montant appelé (poste E.I.V. de l'actif)
B. CAPITAL NON VERSE (art.51 - L.C.S.C.)			
Actionnaires redevables de libération	8.05.3		
TOTAL	8.05.2		

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 5. Etat du capital (suite).

	Codes	Montant du capital détenu	Nombre correspondant d'actions.
C.ACTIONS DE L'ENTREPRISE détenues par			
- l'entreprise elle-même	8.05.3.1	34,649,310	78,340
- ses filiales	8.05.3.2		
D.ENGAGEMENTS D'EMISSION D'ACTIONS			
1.Suite à l'exercice de droits de CONVERSION			
.Montant des emprunts convertibles en cours	8.05.4.1		
.Montant du capital à souscrire	8.05.4.2		
.Nombre maximum correspondant d'actions à émettre	8.05.4.3		
2.Suite à l'exercice de droits de SOUSCRIPTION			
.Nombre de droits de souscription en circulation	8.05.4.4		
.Montant du capital à souscrire.	8.05.4.5		
.Nombre maximum correspondant d'actions à émettre	8.05.4.6		
3.Suite au paiement de dividendes en actions			
.Montant du capital à souscrire.	8.05.4.7		
.Nombre maximum correspondant d'actions à émettre	8.05.4.8		

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 5. Etat du capital (suite)

	Codes	Montant
E.CAPITAL AUTORISE NON SOUSCRIT	8.05.5	

	Codes	Nombre de parts	Nombre de voix qui y sont attachées
F.PARTS NON REPRESENTATIVES DU CAPITAL	8.05.6		
dont : - détenues par la société elle-même	8.05.6.1		
- détenues par les filiales	8.05.6.2		

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 5. Etat du capital (suite et fin)

G.LA STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE A LA DATE DE CLOTURE DE SES COMPTES, AVEC LA VENTILATION SUIVANTE

structure de l'actionnariat de l'entreprise à la date de clôture de ses comptes,
telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'entreprise conformément à
l'article 7:225 du Code des sociétés et des associations:

Euler Hermes Group SA : 2.846.815 actions nominatives (97,32%).
Actions propres détenues par la société : 78.340 actions (2,68%)

structure de l'actionnariat de l'entreprise à la date de clôture de ses comptes, telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'entreprise conformément à l'article 14, alinéa 4, de la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes, ou conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 21 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation :

Euler Hermes Group SA : 2.846.815 actions nominatives (97,32%).
Actions propres détenues par la société : 78.340 actions (2,68%)

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N°6 Etat des provisions pour autres risques et charges - autres provisions.

	Montants
Ventilation du poste E.III du passif si celui-ci représente un montant important.	
Provision pour litiges de la branche italienne, allemande et suisse et autres provisions pour risques et charges	3,492,573

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 7. Etat des provisions techniques et des dettes

a)Ventilation des dettes (ou partie des dettes) dont la durée résiduelle est supérieure à 5 ans.

Postes du passif concernés	Codes	Montants
B. Passifs subordonnés	8.07.1.12	
I. Emprunts convertibles	8.07.1.121	
II. Emprunts non convertibles	8.07.1.122	
G. Dettes	8.07.1.42	
I. Dettes nées d'opérations d'assurance directe	8.07.1.421	
II. Dettes nées d'opérations de réassurance	8.07.1.422	
III. Emprunts obligataires non subordonnés	8.07.1.423	
1.Emprunts convertibles	8.07.1.423.1	
2.Emprunts non convertibles	8.07.1.423.2	
IV. Dettes envers des établissements de crédit	8.07.1.424	
V. Autres dettes	8.07.1.425	
TOTAL	8.07.1.5	

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 7. Etat des provisions techniques et des dettes (suite)

b)dettes (ou partie des dettes) et provisions techniques (ou partie des provisions techniques) garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise.

Postes du passif concernés		Montants
B. Passifs subordonnés	8.07.2.12	
I. Emprunts convertibles	8.07.2.121	
II. Emprunts non convertibles	8.07.2.122	
C. Provisions techniques	8.07.2.14	
D. Provisions techniques relatives aux opérations liées à un fonds d'investissement du groupe d'activités 'vie' lorsque le risque de placement n'est pas supporté par l'entreprise	8.07.2.15	
G. Dettes	8.07.2.42	
I. Dettes nées d'opérations d'assurance directe	8.07.2.421	
II. Dettes nées d'opérations de réassurance	8.07.2.422	
III. Emprunts obligataires non subordonnés	8.07.2.423	
1.Emprunts convertibles	8.07.2.423.1	
2.Emprunts non convertibles	8.07.2.423.2	
IV. Dettes envers des établissements de crédit	8.07.2.424	
V. Autres dettes	8.07.2.425	
- dettes fiscales, salariales et sociales	8.07.2.425.1	
a)impôts	8.07.2.425.11	
b)rémunérations et charges sociales	8.07.2.425.12	
- dettes de location-financement et assimilées	8.07.2.425.26	
- autres	8.07.2.425.3	
TOTAL	8.07.2.5	

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 7. Etat des provisions techniques et des dettes (suite et fin).

c)dettes fiscales, salariales et sociales

Postes du passif concernés	Codes	Montants
1.Impôts (poste G.V.1.a) du passif)		
a)Dettes fiscales échues	8.07.3.425.11.1	
b)Dettes fiscales non échues	8.07.3.425.11.2	119,253,598
2.Rémunérations et charges sociales (poste G.V.1.b) du passif)		
a)Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	8.07.3.425.12.1	
b)Autres dettes salariales et sociales	8.07.3.425.12.2	64,970,134

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N°8. Etat relatif aux comptes de régularisation du passif.

	Montants
Ventilation du poste H du passif si celui-ci représente un montant important.	
Produits à reporter	1,400,970
Charges à imputer	17,407
Autres	462,637

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 9. Eléments de l'actif et du passif relatifs à la gestion pour compte propre au profit de tiers de fonds collectifs de retraite (art. 40)

Postes et sous-postes de l'actif concernés (*)	Exercice clôturé	Postes et sous-postes du passif concernés (*)	Exercice clôturé
TOTAL		TOTAL	

(*) avec mention des chiffres et des lettres relatifs au libellé du poste ou du sous-poste concerné du bilan (exemple : C.III.2. obligations et autres titres à revenu fixe).

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 10. Informations concernant les comptes techniques.

I. Assurances non-vie

Libellé	Codes	Total	AFFAIRES DIRECTES				AFFAIRES DIRECTES					AFFAIRES DIRECTES		AFFAIRES ACCEPTEES
			Total	Accidents et Maladie (branches 1 et 2)	Automobile Responsabilité Civile (branche 10)	Automobile Autres branches (branches 3 et 7)	Marine Aviation Transport (branches 4, 5, 6,7,11 et 12)	Incendie et autres dommages aux biens (branches 8 et 9)	Responsabilité civile générale (branche 13)	Crédit et Caution (branches 14 et 15)	Pertes pécuniaire diverses (branche 16)	Protection juridique (branche 17)	Assistance (branche 18)	
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1)Primes brutes	8.10.01.710.1	1,999,952,681	1,867,632,419							1,724,007,161	143,625,258			132,320,262
2)Primes brutes acquises	8.10.02	1,976,928,220	1,842,810,704							1,699,748,533	143,062,171			134,117,516
3)Charges des sinistres brutes	8.10.03	630,254,588	591,322,298							483,736,026	107,586,272			38,932,290
4)Frais d'exploitation bruts	8.10.04	648,555,008	608,729,247							608,729,247				39,825,762
5)Solde de réassurance	8.10.05	-431,270,180	-393,985,680							-393,985,680				-37,284,500
6)Commissions (art. 37)	8.10.06		247,622,156											

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 10. Informations concernant les comptes techniques (suite et fin)

II. Assurances vie

Libellé	Codes	Montants
A.Affaires directes		
1)Primes brutes :	8.10.07.720.1	
a) 1. Primes individuelles :	8.10.08	
2. Primes au titre de contrats de groupe :	8.10.09	
b) 1. Primes périodiques :	8.10.10	
2. Primes uniques :	8.10.11	
c) 1. Primes de contrats sans participation aux bénéfices :	8.10.12	
2. Primes de contrats avec participation aux bénéfices :	8.10.13	
3. Primes de contrats lorsque le risque de placement n'est pas supporté par l'entreprise :	8.10.14	
2) Solde de réassurance	8.10.15	
3) Commissions (art. 37):	8.10.16	
B. Affaires acceptées		
Primes brutes :	8.10.17.720.1	

III. Assurances non-vie et vie, affaires directes

Primes brutes :		
- en Belgique :	8.10.18	55,144,188
- dans les autres états de la CEE :	8.10.19	1,493,807,463
- dans les autres pays :	8.10.20	318,680,767

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N°11. [Etat relatif au personnel employé.

CATEGORIES	Codes	Exercice clôturé			Exercice précédent		
		Nombre total à la date de clôture	Effectif moyen (*)	Nombre d'heures prestées	Nombre total à la date de clôture	Effectif moyen (*)	Nombre d'heures prestées
		1	2	3	4	5	6
Personnel sous contrat de travail ou de stage (**)	8.11.1	2,473	2,515	4,577,832	2,527	2,541.9	4,677,504
Personnel intérimaire ou mis à la disposition de l'entreprise	8.11.2	65	66	148,228	57	61	130,830
TOTAL	8.11.3	**2,538**	**2,581**	**4,722,238**	**2,584**	**2,603**	**4,808,334**

(*) L'effectif moyen du personnel est calculé en équivalents temps plein conformément à l'article 12, § 1er de l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

(**) Le personnel sous contrat de travail ou de stage est composé des travailleurs inscrits au registre du personnel et liés à l'entreprise par un contrat de travail ou un contrat de stage au sens de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983.]

[Ainsi modifié par l'article 10, § 1er de l'arrêté royal du 4 août 1996.]

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 11. Etat relatif au personnel employé.

Quant au personnel :

A. Les indications suivantes relatives à l'exercice et à l'exercice précédent, au sujet des travailleurs inscrits au registre du personnel et liés à l'entreprise par un contrat de travail ou par une convention de premier emploi

		Code	Exercice clôturé	Exercice précédent
a)	leur nombre total à la date de clôture de l'exercice	8.11.10	2,473	2,527
b)	l'effectif moyen du personnel occupé par l'entreprise pendant l'exercice précédent, calculé en équivalents temps plein conformément à l'article Art. 1:24 §4 du Code des sociétés et des associations, et ventilé en fonction des catégories suivantes	8.11.11	2,515	2,542
	- personnel de direction	8.11.11.1	21	22
	- employés	8.11.11.2	2,493	2,520
	- ouvriers	8.11.11.3		
	- autres	8.11.11.4		
c)	le nombre d'heures prestées	8.11.12	4,577,832	4,677,504

B. Les indications suivantes relatives à l'exercice et à l'exercice précédent au sujet du personnel intérimaire et des personnes mises à la disposition de l'entreprise

		Code	Exercice clôturé	Exercice précédent
a)	leur nombre total à la date de clôture de l'exercice	8.11.20	65	57
b)	l'effectif moyen calculé en équivalents temps plein de manière analogue à celle des travailleurs inscrits au registre du personnel	8.11.21	66	61
c)	le nombre d'heures prestées	8.11.22	148,228	130,830

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 12.Etat relatif à l'ensemble des frais d'administration et de gestion, ventilé par nature.

(Un astérisque (*) à droite du libellé d'un poste ou d'un sous-poste, indique l'existence d'une définition ou d'une note explicative au chapitre III de l'annexe au présent arrêté)

Dénominations	Codes	Montants
I. Frais de personnel*	8.12.1	266,178,356
1. a)Rémunérations	8.12.111	168,538,408
b)Pensions	8.12.112	19,042,026
c)Autres avantages sociaux directs	8.12.113	19,389,308
2.Cotisations patronales d'assurance sociales	8.12.12	21,058,803
3.Allocations et primes patronales pour assurances extra-légales	8.12.13	5,084,678
4.Autres dépenses de personnel	8.12.14	1,817,892
5.Provisions pour pensions et pour charges salariales et sociales	8.12.15	29,881,336
a)Dotations (+)	8.12.15.1	31,905,184
b)Utilisations et reprises (-)	8.12.15.2	(2,023,848)
[6. Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise	8.12.16]	1,365,905
II. Biens et services divers*	8.12.2	368,958,073
III. Amortissements et réductions de valeur sur actifs incorporels et corporels autres que les placements*	8.12.3	19,676,924
IV. Provisions pour autres risques et charges*	8.12.4	-2,189,817
1.Dotations (+)	8.12.41	1,778,895
2.Utilisations et reprises (-)	8.12.42	(3,968,712)
V.Autres charges courantes*	8.12.5	
1.Charges fiscales d'exploitation*	8.12.51	
a)Précompte immobilier	8.12.511	
b)Autres	8.12.512	
2.Contributions aux organismes publics*	8.12.52	
3.Charges théoriques*	8.12.53	
4.Autres	8.12.54	
VI.Frais d'administration récupérés et autres produits courants (-)	8.12.6	(177,023,547)
1.Frais d'administration récupérés	8.12.61	153,126,250
a)Rémunérations reçues pour les prestations de gestion de fonds collectifs de retraite pour compte de tiers	8.12.611	
b)Autres*	8.12.612	153,126,250
2.Autres produits courants	8.12.62	23,897,296
TOTAL	8.12.7	475,599,989

Ainsi modifié par l'article 10, § 2 de l'arrêté royal du 4 août 1996.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N°13. Autres produits, autres charges

	Montants
A. Ventilation des AUTRES PRODUITS (poste 7. du compte non technique), s'ils sont importants.	
Différences de change	24,933,626
B. Ventilation des AUTRES CHARGES (poste 8. du compte non technique), si elles sont importantes.	
Amortissements	222,511
Différences de change	28,470,727
Autres	-9,820

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N°14. Résultats exceptionnels

	Montants
A. Ventilation des PRODUITS EXCEPTIONNELS (poste 11. du compte non technique), s'ils sont importants.	
Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels	3,250,312
B. Ventilation des CHARGES EXCEPTIONNELLES (poste 12. du compte non technique), si elles sont importantes.	
Provisions pour restructuration	22,789,993
Autres charges exceptionnelles relatives aux frais de restructuration	26,386,329

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 15. Impôts sur le résultat

	Codes	Montants
A. DETAIL DU POSTE 15 a) 'Impôts':	8.15.1.634	21,129,003
1.Impôts sur le résultat de l'exercice :	8.15.1.634.1	10,619,794
a. Versements anticipés et précomptes remboursables	8.15.1.634.11	
b. Autres éléments imputables	8.15.1.634.12	
c. Excédent de versements anticipés et/ou de précomptes remboursables portés à l'actif (-)	8.15.1.634.13	( )
d. Suppléments d'impôts estimés (portés au poste G.V.1.a.) du passif)	8.15.1.634.14	10,619,794
2.Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs :	8.15.1.634.2	10,509,209
a) Suppléments d'impôts dus ou versés :	8.15.1.634.21	10,509,209
b) Suppléments d'impôts estimés (portés au poste G.V.1.a) du passif ou provisionnés (portés au poste E.II.2. du passif)	8.15.1.634.22	

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 15. Impôts sur le résultat

B. PRINCIPALES SOURCES DES DISPARITES ENTRE LE BENEFICE, AVANT IMPOTS, exprimé dans les comptes ET LE BENEFICE TAXABLE ESTIME, avec mention particulière de celles découlant de décalages dans le temps entre le bénéfice comptable et le bénéfice fiscal
(si le résultat de l'exercice en est influencé de manière sensible au niveau des impôts)

	Montants
Revenus définitivement taxés	-2,728,836
Taxation des coûts de pension IAS 19	1,213,000

C. INCIDENCE DES RESULTATS EXCEPTIONNELS SUR LE MONTANT DES IMPÔTS SUR LE RESULTAT DE L'EXERCICE

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 15. Impôts sur le résultat (suite et fin)

	Codes	Montants
D.SOURCES DE LATENCES FISCALES (dans la mesure où ces indications sont importantes pour l'appréciation de la situation financière de l'entreprise)		
1. Latences actives	8.15.4.1	14,914,296
- Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs	8.15.4.11	9,104,296
Taxation des coûts de pension IAS 19	8.15.4.12	7,023,000
2. Latences passives	8.15.4.2	

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 16. Autres taxes et impôts à charge de tiers

	Codes	Montants de l' exercice	Montants de l' exercice précédent
A. Taxes :			
1.Taxes sur les contrats d'assurance à charge de tiers	8.16.11	125,826,774	122,588,289
2.Autres taxes à charge de l'entreprise	8.16.12	1,295,035	1,313,448
B. Montants retenus à charge de tiers, au titre de :			
1.Précompte professionnel	8.16.21	45,940,225	47,776,848
2.Précompte mobilier (sur dividendes)	8.16.22		

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 17. Droits et engagements hors bilan (art. 14)

(Un astérisque (*) à droite du libellé d'un poste ou d'un sous-poste, indique l'existence d'une définition ou d'une note explicative au chapitre III de l'annexe à l'arrêté du 17/11/1994)

	Codes	Montants
A. Garanties constituées ou irrévocablement promises par des tiers pour compte de l'entreprise* :	8.17.00	
B. Garanties personnelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour compte de tiers* :	8.17.01	26,958,559
C. Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements* :		
a) de l'entreprise :	8.17.020	16,109,334
b) de tiers :	8.17.021	110,000,000
D. Garanties reçues* (autres qu'en espèces) :		
a) titres et valeurs de réassureurs (CFR. Chapitre III, Définitions et notes explicatives : poste C.III.1 et 2 de l'actif et F. du passif) :	8.17.030	
b) autres :	8.17.031	2,916,941
E. Marchés à terme* :		
a)opérations sur titres (achats) :	8.17.040	
b)opérations sur titres (ventes) :	8.17.041	
c)opérations sur devises (à recevoir) :	8.17.042	
d)opérations sur devises (à livrer) :	8.17.043	
e)opérations sur taux d'intérêt (achats, ...) :	8.17.044	
f)opérations sur taux d'intérêt (ventes, ...) :	8.17.045	
g)autres opérations (achats, ...) :	8.17.046	
h)autres opérations (ventes, ...) :	8.17.047	
F. Biens et valeurs de tiers détenus par l'entreprise* :	8.17.05	
G. Nature et objectif commercial des opérations non inscrites au bilan, ainsi que l'impact financier de ces opérations, à condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation de ces risques ou avantages est nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de l'entreprise.	8.17.06	
Gbis. La nature et l'impact financier des événements significatifs postérieurs à la date de clôture du bilan qui ne sont pas pris en compte dans le compte de résultats ou dans le bilan.	8.17.06B	
H. Autres (à spécifier) :	8.17.07	3,569,020
Engagement financier dans des fonds communs de placement à risque	8.17.071	0
Engagements liés aux locations bureaux	8.17.072	0
Engagement - prêts au personnel (garantie donnée par la branche italienne à ses employés)	8.17.074	0
Engagement - garanties financières données	8.17.075	820,020
Titres en dépôts des réassureurs reçus	8.17.076	0
Engagement financier donné dans des fonds communs de placement à risque	8.17.077	2,749,000
Afin de permettre la continuité de leurs activités, Euler Hermes SA (NV) continuera à fournir entre autres un soutien financier à Euler Hermes Services UK Limited pour au moins les 12 prochains mois.		

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 18. Relations avec les entreprises liées et les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation

Postes du bilan concernés	Codes	Entreprises liées		Entreprises avec lien de participation	
		Exercice clôturé	Exercice précédent	Exercice clôturé	Exercice précédent
- C II.Placements dans des entreprises liées et participations	8.18.222	501,862,661	502,898,111		
1 + 3 Participations	8.18.222.01	417,280,860	415,507,725		
2 + 4 Bons, obligations et créances	8.18.222.02	84,581,802	87,390,386		
- subordonnés	8.18.222.021	0	0		
- autres	8.18.222.022	84,581,802	87,390,386		
- D. II.Placements dans des entreprises liées et participations	8.18.232				
1 + 3 Participations	8.18.232.01				
2 + 4 Bons, obligations et créances	8.18.232.02				
- subordonnés	8.18.232.021				
- autres	8.18.232.022				
- E. Créances	8.18.41	339,537,385	724,579,823		
I. Créances nées d'opérations d'assurances directes	8.18.411	2,114,250	1,561,250		
II. Créances nées d'opérations de réassurance	8.18.412	66,989,493	65,280,097		
III. Autres créances	8.18.413	270,433,642	657,738,476		
- B. Passifs subordonnés	8.18.12	0	0		
- G. Dettes	8.18.42	826,802,454	1,076,800,924		
I. Dettes nées d'opérations d'assurance directe	8.18.421	202,760,882	282,605,783		
II. Dettes nées d'opérations de réassurance	8.18.422	248,089,295	455,389,078		
III. Emprunts obligataires non subordonnés	8.18.423	0	0		
IV. Dettes envers des établissements de crédit	8.18.424	0	0		
V. Autres dettes	8.18.425	375,952,276	338,806,063		

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 18. Relations avec les entreprises liées et les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (suite et fin)

	Codes	Entreprises liées	
		Exercice clôturé	Exercice précédent
- GARANTIES PERSONNELLES ET REELLES constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées	8.18.50	-26,958,559	-32,167,727
- GARANTIES PERSONNELLES ET REELLES constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise	8.18.51		
- Autres engagements financiers significatifs	8.18.52		
- Produits provenant des terrains et constructions	8.18.53		
- Produits provenant d'autres placements	8.18.54		

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 18bis. Relations avec des entreprises associées (*).

	Code	Exercice clôturé	Exercice précédent
1° Montant des immobilisations financières	8.18.60	36,980,276	36,980,276
- Participations	8.18.60.1	36,980,276	36,980,276
- Créances subordonnées	8.18.60.2		
- Autres créances	8.18.60.3		
2° Créances sur des entreprises associées	8.18.61		
- A plus d'un an	8.18.61.1		
- A un an au plus	8.18.61.2		
3° Dettes envers des entreprises associées	8.18.62		
- A plus d'un an	8.18.62.1		
- A un an au plus	8.18.62.2		
4° Garanties personnelles et réelles	8.18.63		
- Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises associées	8.18.63.1		
- Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises associées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise	8.18.63.2		
5° Autres engagements financiers significatifs	8.18.64		

(*) Entreprises associées au sens de l'article 1:21 du Code des sociétés et des associations.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 19. Relations financières avec : A.les administrateurs et gérants;

B.les personnes physiques ou morales qui contrôlent directement ou indirectement l'entreprise sans être liées à celle-ci;

C.les autres entreprises contrôlées directement ou indirectement par les personnes citées sous B.

	Codes	Montants
1.Créances sur les personnes précitées	8.19.1	
2.Garanties constituées en leur faveur	8.19.2	
3.Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur	8.19.3	
4.Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats,		
- aux administrateurs et gérants	8.19.41	160,000
- aux anciens administrateurs et anciens gérants	8.19.42	

- Le taux d'intérêt, les conditions essentielles et les montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé relatifs aux points 1., 2. et 3. susvisés

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 19bis. Relations financières avec le ou les commissaire(s) et les personnes avec lesquelles il est lié /ils sont liés.

	Codes	Montants
1. Emoluments du (des) commissaire(s) (*)	8.19.5	1,247,675
2. Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de l'entreprise par le(s) commissaire(s)	8.19.6	
- Autres missions d'attestation	8.19.61	
- Missions de conseils fiscaux	8.19.62	
- Autres missions extérieures à la mission révisorale	8.19.63	
3. Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de l'entreprise par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)	8.19.7	
- Autres missions d'attestation	8.19.71	18,058
- Missions de conseils fiscaux	8.19.72	26,252
- Autres missions extérieures à la mission révisorale	8.19.73	78,900

(*) ce montant est relatif aux honoraires de PwC (et de son réseau) pour l'audit d'Euler Hermes SA et de toutes ses succursales
Mentions en application de l'article 3:64, paragraphes 2 et 4 du Code des sociétés et des associations

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 20. Règles d'évaluations

(Cet état est notamment visé par les articles : 12 bis, § 5; 15; 19, 3ème alinéa; 22bis, 3ème alinéa; 24, 2ème alinéa; 27, 1°, dernier alinéa et 2°, dernier alinéa; 27 bis, § 4, dernier alinéa; 28, § 2, 1er et 4e alinéas; 34, 2ème alinéa; 34 quinquies, 1er alinéa; 34 sexies, 6°, dernier alinéa; 34 septies, § 2 et par le Chapitre III. 'Définitions et notes explicatives', Section II, poste 'loyer théorique'.)

A.Règles qui président aux évaluations dans l'inventaire (hormis les placements du poste D. de l'actif)

1.Constitution et ajustements d'amortissements

B. ACTIFS INCORPORELS

1. Goodwill : 20% par an

2. Autres immobilisations incorporelles :
- Frais d'études et développements internes de l'informatique : 12.5% par an
- Frais d'études et développements externes de l'informatique : 12.5% par an
- Frais d'études et développements de la micro-informatique (Software) : 1/3 par an sur acquisition depuis 95

C. PLACEMENTS

1.Terrains et constructions :
- Immeuble social construction et aménagement : 3% par an
- Immeuble social plus-value de réévalution : 5% par an
- Immeuble social chaudière : 10% par an

2. Autres immeubles destinés à la location : 3% par an

F. AUTRES ELEMENTS D'ACTIF

I. Actifs corporels :

1. Installations machines équipement électronique et outillage :
- Installation locaux : 20% par an
- Aménagement locaux (Rénovation) : 10% par an
- Machine de bureau : 20% par an
- Equipement administratif : 10% par an
- Equipement installations sociales : 10% par an
- Equipement services généraux : 20% par an
- Equipement électronique : 20% par an
- Equipement électronique mico-informatique (hardware) : 1/3 par an à partir des acquisitions 1995
- Equipement télécommunication : 20% par an
- Equipement télécommunication micro-informatique (Hardware) : 1/3 par an à partir acquisitions 1996

2. Mobilier et matériel roulant :
- Mobilier de bureau : 10% par an
- Matériel roulant à l'état neuf : 20% par an
- Matériel roulant d'occasion : 1/3 par an

3. Stock et autres corporels :
- Biens acquis en location-financement (équipement électronique) la charge du premier exercice se calculera au prorata temporis du nombre de mois à compter du mois d'installation ou de livraison. Les taux annuels sont les mêmes que ceux énumérés ci-dessus.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

2. Réductions de valeurs

PLACEMENTS DANS DES ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS :
- Participations actions & parts sur base de la valeur intrinsèque : les moins-values durables font l'objet d'une réduction de valeur

partiellement.

ACTIONS PARTS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE :

- Titres cotés : une réduction de valeur est actée en cas de moins-value conformément à l'A.R. du 17-11-1994. Une réduction de valeur est actée pour toute action dont la valeur boursière est en déclin par rapport au coût d'acquisition moyen sur une durée consécutive d'au minimum 9 mois ou dont la valeur de marché est inférieure d'au minimum 20% à la valeur d'acquisition, pour un montant équivalent à la différence entre la valeur boursière et la valeur d'acquisition diminuée de 20%. Les deux règles explicitées ci-dessus sont indépendantes l' une de l'autre de sorte qu'une réduction de valeur sera actée dans le cas où au minimum une des conditions susmentionnée est respectée.

OBLIGATIONS, AUTRES TITRES A REVENU FIXE ET CREANCES : réduction de valeur actée liée aux risques pouvant affecter les engagements résultants du titre, comme le risque de non remboursement partiel ou total du capital à l'échéance, le retard ou le non paiement d'intérêts, la modification défavorable des conditions liées au titre ou à la créance. Une réduction de valeur est actée lorsque la valeur de marché est inférieure de 20% au coûts amorti sur une durée de 6 mois consécutifs, pour un montant équivalent à la différence entre la valeur de marché et le coût amorti. Une réduction de valeur est aussi actée lorsque la valeur de marché est inférieure de 80% au coût amorti, pour un montant équivalent entre la valeur de marché et le coût amorti. Les différences entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement finale des titres sont prises en résultat au prorata temporis.

VALEURS DISPONIBLES : Réduction de valeur lorsque leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur prix d'acquisition, après application de cette règle individuelle.

3. Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont constituées avec prudence sincérité et bonne foi pour couvrir tous les risques et charges prévus. Lorqu'elles deviennent sans objet elles sont reprises en résultat.

4.Provisions techniques

A. PROVISIONS POUR PRIMES NON ACQUISES

d'assurance concernée.

B. PROVISIONS POUR SINISTRES

Ces provisions sont déterminées:
1) Par des méthodes actuarielles, principalement mais pas exclusivement Bornhuetter Ferguson et Chain ladder. Ces méthodes se basent sur le montant des créances sinistrées non indemnisées et sur la cadence de paiement historique des créances sinistrées indemnisées. Une provision pour sinistres survenus mais non connus est ajoutée à la provision pour sinistres survenus et connus.

2) Par des évaluations ou dossier par dossier.

3) Par des communications et informations obtenues des cédantes pour les activités de réassurance acceptée .

C. PROVISION POUR EGALISATION (MB 26.10.1994)

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

La méthode utilisée est la n°4 de l' Addendum à l'arrêté ministériel du 1er Août 1994 publié au Moniteur Belge du 12 Octobre 1994 p.25914 approuvant le Règlement n°8 de l'Office de Contrôle des assurances. Réglement relatif aux méthodes de calcul de la provision pour égalisation dans la branche assurance-crédit. Elle se base sur des données de sinistralité disponibles des 30 dernières années au maximum.

D. PROVISION POUR PARTICIPATION BENEFICIAIRE

Cette provision est déterminée, globalement ou police par police, en fonction du résultat encouru présumé des polices qui peuvent prétendre à une participation bénéficiaire en fontion de leur sinistralité.

5. Réévaluations

Il y a réévaluation en fonction des réductions de valeur qui ont été actées antérieurement sur les mêmes bases d'évaluation mais limitées à leur valeur comptable ou d'acquisition initiales.

6. Autres

A. PREVISION DE RECUPERATIONS :

Les estimations de récuparations sur sinistres réglés ou à régler sont évaluées globalement par une méthode actuarielle tenant compte d'observations historiques et sur base de statistiques développées après prise en compte des coûts de portage et des charges futures de récupération.

B. PART DES REASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES :

Elle est calculée sur base des provisions en fonction des taux de cession en application sur les traités en vigueur par année de compétence.

C. COMPTABILISATION DES BORDEREAUX DE REASSURANCE ACCEPTES NON RECUS :

Les primes à recevoir commissions et sinistres à payer relatifs à des décomptes de réassurance acceeptée non reçus en fin d'année mais couvrant des périodes comptables échues sont estimées par la méthode combinée (article 34 septies de l'A.R. du 17-11-1994).

EXPRIMES EN MONNAIES ETRANGERES:

Les postes d'actif affectés à la couverture des dettes et provisions techniques, les autres actifs circulants et les postes de passif exprimés à l'origine en monnaies étrangères sont redressés à la date du bilan sur base des cours moyens officiels du dernier jour ouvrable de la période de référence.

E. MODE D'IMPUTATION DANS LES COMPTES ANNUELS DES DIFFERENCES DE CHANGE : elles sont directement comptabilisées en résultat.

F. TITRES A REVENUS FIXES OU VARIABLES : le prix d'acquisition des avoirs dont les caractéristiques techniques ou juridiques sont identiques est établi par application de la méthode des prix moyens pondérés.

G. REPARTITION DES FRAIS GENERAUX :

Les frais généraux font l'objet : Pour une partie d'une imputation directe dans les rubriques de frais par destination. Pour l'autre partie d'une répartition par des clefs les plus objectives possibles en fonction des frais répartis. Exemple : Les frais de véhicules sont répartis en fonction du nombre de véhicules mis à disposition.

H. ECART DE CONVERSION :

Les écarts de change résultant de la conversion de la devise de transaction vers la devise fonctionnelle du siège belge ou de ses succursales sont enregistrés en compte de résultats. La conversion en euros, lors de leur intégration dans les comptes du siège belge, des comptes des succursales tenus dans la monnaie fonctionnelle de ces succusales, s'opère sur base du taux de change de clôture. Les écarts de conversion résultant des variations du cours des monnaies fonctionnelles des succursales par rapport à l'euro sont actés en résultats.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

I. PROVISIONS POUR CHARGES DE RETRAITE COMPLEMENTAIRE :

La société comptabilise une provision pour charges de retraite complémentaire sur base d'un calcul IAS 19, sans application de la méthode corridor. Les revenus financiers ont été alloués directement au compte de résultat technique contrairement à ce qui se faisait les années précédentes. Ceci est expliqué par le fait que le portefeuille financier est entièrement affecté à la couverture des passifs techniques.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

B.Règles qui président aux évaluations dans l'inventaire en ce qui concerne les placements du poste D. de l'actif.

1.Placements autres que les terrains et constructions
2.Terrains et constructions
3.Autres

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N°21. Modifications aux règles d'évaluations (art. 16)(art. 17).

A.Exposé des modifications et leurs justifications

Néant

B.Différence d'estimation résultant des modifications (à indiquer pour la première fois pour l'exercice au cours duquel ces modifications ont été effectuées).

Postes et sous-postes concernés (*)	Montants	Postes et sous-postes concernés (*)	Montants
Néant			

(*) avec mention des chiffres et des lettres relatifs au libellé du poste ou du sous-poste concerné du bilan (exemple : C.III.2. obligations et autres titres à revenu fixe).

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 22. Déclaration relative aux comptes consolidés

A.Informations à compléter par toutes les entreprises.

- L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion conformément aux dispositions de l'arrêté royal relatif au comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances :

oui/non (*) : Oui

- L'entreprise n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion pour la (les) raison(s) suivante(s) (*) :
  * l'entreprise ne contrôle pas, seule ou conjointement, une ou plusieurs filiales de droit belge ou étranger;

oui/non (*): Non

  * l'entreprise est elle-même filiale d'une entreprise-mère qui établit et publie des comptes consolidés :

oui/non (*) : Non

. Justification du respect des conditions prévues à l'article 8, paragraphes 2 et 3 de l'arrêté royal du 6 mars 1990 relatifs aux comptes consolidés des entreprises :

. Nom, adresse complète du siège et s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, le numéro de T.V.A. ou le numéro national de l'entreprise-mère qui établit et publie les comptes consolidés en vertu desquels l'exemption est autorisé :

* Biffer ce qui ne convient pas.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 22. Déclaration relative aux comptes consolidés (suite et fin)

B. Informations à compléter par l'entreprise si elle est filiale commune.

. Nom, adresse complète du siège et s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, le numéro de T.V.A.

ou le numéro national de l'(des) entreprise(s)-mère(s) et indication si cette (ces) entreprise(s)-mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation (**) :

. Si l'(les) entreprise(s)-mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus (**) :

Euler Hermes Group SA, 1 Place des saisons, F-92048 Paris-La-Défense Cedex - TVA FR74348920596

(**) Si les comptes de l'entreprise sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés d'une part pour l'ensemble le plus grand et d'autre part pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 23. Informations complémentaires à fournir par l'entreprise sur base du présent arrêté du 17/11/94

L'entreprise mentionne les informations complémentaires exigées le cas échéant :

- par les articles :

  2 bis; 4, 2ème alinéa; 6; 8; 10, 2ème alinéa; 11, 3ème alinéa; 19,4ème alinéa; 22; 27 bis, § 3, dernier alinéa;

  33, 2ème alinéa; 34 sexies, § 1, 4°; 39.

- au chapitre III, section I de l'annexe :

  pour les postes de l'actif C.II.1., C.II.3, C.III.7.c) et F.IV.

  et

  pour le poste du passif C.I.b) en C.IV.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 24. Transactions effectuées par l'entreprise avec des parties liées à des conditions autres que celles du marché

L'entreprise mentionne les transactions effectuées avec des parties liées, y compris le montant de ces transactions, la nature de la relation avec la partie liée ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire à l'appréciation de la situation financière de l'entreprise,lorsque ces transactions présentent une importance significative et n'ont pas été conclues aux conditions normales du marché.

Les informations précitées peuvent être agrégées en fonction de leur nature sauf lorsque des informations distinctes sont nécessaires pour comprendre les effets des transactions avec des parties liées sur la situation financière de l'entreprise.

Cette information n'est pas requise pour les transactions qui ont lieu entre deux ou plusieurs membres d'un groupe, à condition que les filiales qui sont parties à la transaction soient détenues en totalité par un tel membre.

Les termes « parties liées » ont le même sens que dans les normes comptables internationales adoptées conformément au Règlement (CE) n° 1606/2002.

La société a principalement des transactions avec des parties liées qui font entièrement partie d'un groupe.
Conformément à l'AR du 13 mars 2011, de telles transactions ne doivent pas être mentionnées dans cette annexe.
Les autres transactions avec des parties liées ne sont pas matérielles par rapport aux comptes annuels considérés dans leur ensemble.

En l'absence de critères légaux permettant d'inventorier les transactions avec des parties liées qui seraient conclues à des conditions autres que celles du marché, aucune information n'a pu être reprise dans les comptes statutaires de Euler Hermes SA.

N° 25. Schéma d'Etat

Au cours des premiers mois de 2020, la pandémie de Covid-19 qui s'est déclarée a progressivement eu un impact sur l'ensemble de la planète et engendré une crise humaine d'ampleur historique. L'année 2021 a fait preuve d'un rétablissement inégal, après la profonde récession subie par l'économie mondiale en 2020, la plus grande récession depuis la Seconde Guerre mondiale. Le PIB réel mondial a augmenté de +5,4%, après une contraction de -3,4% en 2020. Mais la robustesse du chiffre pour 2021 masque des divergences à plusieurs niveaux.
Les économies avancées ont vu un rebond économique plus fort que les marchés émergents, tirant une part plus forte de la croissance mondiale que la normale pré-pandémique. Cette surperformance a été le résultat d'une plus grande marge de manœuvre à apporter du soutien avec les politiques publiques, ainsi que d'un accès plus efficace et rapide aux vaccins contre la Covid-19.

Un autre niveau d'hétérogénéité qui a marqué 2021 porte sur les secteurs. Même s'ils l'ont moins été qu'en 2020, les secteurs à forte intensité de contact ont continué à être affectés par les restrictions sanitaires intermittentes, tandis que d'autres ont pu bénéficier du retour de la demande. Dans les économies avancées, la demande de consommation en biens durables a été exceptionnellement forte.
Cette reprise inégale de l'économie mondiale et des chocs ad-hoc ont engendré des déséquilibres à l'origine des perturbations des chaînes d'approvisionnement. Des records de prix de transport, des délais de livraison prolongés et une hausse du prix des intrants et des biens importés ont été enregistrés en 2021. Là encore, toutes les régions n'ont pas été affectées de la même manière, avec l'Asie-Pacifique plus résiliente et l'Europe plus vulnérable.
Cette récession aurait néanmoins pu prendre des proportions plus importantes si les pouvoirs publics n'avaient pas, dès 2020, promptement réagi à la crise. L'intervention de l'Etat s'est maintenue en 2021, conduisant à un déclin de l'indice mondial de défaillances d'Euler Hermes pour la seconde année consécutive en 2021 (-6% estimé après -12% en 2020). La solidité des soldes de trésorerie, tout comme la croissance de la profitabilité et du capex, ont aussi permis d'amortir l'impact de la hausse des coûts pour les entreprises aux Etats-Unis et en Zone Euro.

Dès 2020, divers gouvernements, notamment en Europe, ont inclus le secteur de l'assurance-crédit dans leur réponse à la crise. Afin de ne pas tarir la capacité du marché, ils ont demandé aux entreprises d'assurance-crédit de maintenir leurs couvertures en échange d'aides publiques accordées au secteur. Ces aides ont pris la forme de « Plans Gouvernementaux » qui, dans la majorité des cas, sont des traités de réassurance proportionnelle par lesquels les entités Euler Hermes (EH) locales ont cédé une part substantielle de leurs activités aux Gouvernements. Ces plans ont incontestablement eu un impact très important sur les primes acquises nettes de EH SA en 2020 et en 2021.
Les pays qui ont mis en place ces plans sont : l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, le Royaume-Uni, la France et l'Italie.

EH SA a eu recours à ces plans d'aide gouvernementaux, présentés comme des traités de réassurance proportionnelle dans les comptes, jusqu'en juin 2021. Leur impact négatif sur les comptes 2021 se monte, en base nette, à EUR -148mn, dont EUR -143mn de primes cédées,

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

N° 26. Engagement hors bilan OPCI

Reconnaissance d'une obligation de rachat des intérêts minoritaires de l'OPCI EH Real Estate,

L'OPCI Euler Hermes Real Estate a été constituée en 2011 et détient à son actif l'ancien siège d'Euler Hermes Groupe, situé 1 rue Euler à Paris. EH SA détient une participation à hauteur de 60 % au sein de l'OPCI EH Real Estate, les 40 % restants étant détenus par des investisseurs minoritaires.

Conformément à la clause de liquidité prévue dans le pacte d'actionnaires, signé avec ces derniers en 2012, à fin 2021 EH SA se trouve dans l'obligation de racheter cette participation à hauteur de 40%, pour sa valeur actuelle nette au moment de l'exercice de l'option, soit 110 millions d'euros.

Cette transaction a été reconnue dans les engagements hors bilan, cfr. annexe 17 code 8.17.021.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

4. BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'entreprise:

306 ---------- ---------- ----------

ÉTAT DES PERSONNES OCCUPÉES

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DECLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GENERAL DU PERSONNEL

Au cours de l'exercice	Codes	Total	1. Hommes	2. Femmes
Nombre moyen de travailleurs				
Temps plein	1001	133,70	76,80	56,80
Temps partiel	1002	24,80	6,30	18,50
Total en équivalents temps plein (ETP)	1003	151,30	81,80	69,50
Nombre d'heures effectivement prestées				
Temps plein	1011	202.314,10	119.794,60	82.519,50
Temps partiel	1012	22.627,50	5.644,20	16.983,30
Total	1013	224.941,60	125.438,80	99.502,80
Frais de personnel				
Temps plein	1021	16.126.398,49	10.736.630,84	5.389.767,65
Temps partiel	1022	1.419.659,03	436.104,97	983.554,06
Total	1023	17.546.057,52	11.172.735,82	6.373.321,70
Montant des avantages accordés en sus du	1033			

Au cours de l'exercice précédent	Codes	P. Total	1P. Hommes	2P. Femmes
Nombre moyen de travailleurs en ETP	1003	163,30	88,80	74,50
Nombre d'heures effectivement prestées	1013	246.836,40	137.419,70	109.416,70
Frais de personnel	1023	20.457.761,53	11.389.322,86	9.068.438,67
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033			

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DECLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GENERAL DU PERSONNEL (suite)

A la date de clôture de l'exercice	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs	105	129	25	146,20
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	110	129	25	146,20
Contrat à durée déterminée	111			
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112			
Contrat de remplacement	113			
Par sexe et niveau d'études				
Hommes	120	73	6	77,40
de niveau primaire	1200	12		12,00
de niveau secondaire	1201	12	2	13,30
de niveau supérieur non universitaire	1202	17	1	17,50
de niveau universitaire	1203	32	3	34,60
Femmes	121	56	19	68,80
de niveau primaire	1210	13	1	13,80
de niveau secondaire	1211	5	8	10,90
de niveau supérieur non universitaire	1212	13	3	15,00
de niveau universitaire	1213	25	7	29,10
Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction	130			
Employés	134	129	25	146,20
Ouvriers	132			
Autres	133			

PERSONNEL INTÉRIMAIRE ET PERSONNES MISES À LA DISPOSITION DE L'ENTREPRISE

Au cours de l'exercice	Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de l'entreprise
Nombre moyen de personnes occupées	150		
Nombre d'heures effectivement prestées	151		
Frais pour l'entreprise	152		

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Nr.	0403248596		3

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

ENTRÉES	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice	205	28		28,00
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	210	25		25,00
Contrat à durée déterminée	211	3		3,00
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	212			
Contrat de remplacement	213			

SORTIES	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
'Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice	305	38	5	42,30
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	310	35	3	39,30
Contrat à durée déterminée	311	3		3,00
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	312			
Contrat de remplacement	313			
Par motif de fin de contrat				
Pension	340	3	2	4,80
Chômage avec complément d'entreprise	341			
Licenciement	342	7		7,00
Autre motif	343	28	3	30,50
dont: le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prester des services au profit de l'entreprise comme indépendants	350			

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Nombre de travailleurs concernés	5801	74,00	5811	71,00
Nombre d'heures de formation suivies	5802	1.227,66	5812	1.177,89
Coût net pour l'entreprise	5803	122.353,00	5813	117.392,55
dont coût brut directement lié aux formations	58031	87.002,13	58131	102.291,42
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	58032	35.350,87	58132	15.101,13
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	58033	0,00	58133	0,00
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5821	74,00	5831	71,00
Nombre d'heures de formation suivies	5822	0,00	5832	0,00
Coût net pour l'entreprise	5823	0,00	5833	0,00
Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5841	0,00	5851	0,00
Nombre d'heures de formation suivies	5842	0,00	5852	0,00
Coût net pour l'entreprise	5843	0,00	5853	0,00

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

4. BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'entreprise: ---------- ---------- ---------- ----------

TRAVAILLEURS INSCRITS AU REGISTRE DU PERSONNEL

Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent	Codes	1. Temps plein (exercice)	2. Temps partiel (exercice)	3. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice)		3P. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice précédent)	
Nombre moyen de travailleurs	100	133,70	24,80	151,30	(ETP)	163,30	(ETP)
Nombre d'heures effectivement prestées	101	202.314,10	22.627,50	224.941,60	(T)	246.836,40	(T)
Frais de personnel	102	16.126.398,49	1.419.659,03	17.546.057,52	(T)	20.457.761,53	(T)

A la date de clôture de l'exercice	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs	105	129	25	146,20
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	110	129	25	146,20
Contrat à durée déterminée	111	0	0	0,00
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112	0	0	0,00
Contrat de remplacement	113	0	0	0,00
Par sexe et niveau d'étude				
Hommes	120	73	6	77,40
de niveau primaire	1200	12	0	12,00
de niveau secondaire	1201	12	2	13,30
de niveau supérieur non universitaire	1202	17	1	17,50
de niveau universitaire	1203	32	3	34,60
Femmes	121	56	19	68,80
de niveau primaire	1210	13	1	13,80
de niveau secondaire	1211	5	8	10,90
de niveau supérieur non universitaire	1212	13	3	15,00
de niveau universitaire	1213	25	7	29,10
Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction	130	0	0	0,00
Employés	134	129	25	146,20
Ouvriers	132	0	0	0,00
Autres	133	0	0	0,00

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
ENTRÉES				
Nombre de travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice	205	28,00	0,00	28,00
SORTIES				
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice	305	38,00	5,00	42,30

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Nombre de travailleurs concernés	5801	74,00	5811	71,00
Nombre d'heures de formation suivies	5802	1.227,66	5812	1.177,89
Coût net pour l'entreprise	5803	122.353,00	5813	117.392,55
dont coût brut directement lié aux formations	58031	87.002,13	58131	102.291,42
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	58032	35.350,87	58132	15.101,13
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	58033	0,00	58133	0,00
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5821	74,00	5831	71,00
Nombre d'heures de formation suivies	5822	0,00	5832	0,00
Coût net pour l'entreprise	5823	0,00	5833	0,00
Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5841	0,00	5851	0,00
Nombre d'heures de formation suivies	5842	0,00	5852	0,00
Coût net pour l'entreprise	5843	0,00	5853	0,00

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE EULER HERMES SA SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de Euler Hermes SA (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Ce tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 21 juin 2021, conformément à la proposition du conseil d'administration émise sur recommandation du comité d'audit, des risques et de conformité et sur présentation du conseil d'entreprise. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2023. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de la Société durant quatre exercices consécutifs.

Rapport sur les comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2021, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe. Ces comptes annuels font état d'un total du bilan qui s'élève à EUR 5.131.694.051 et d'un compte de résultats qui se solde par un bénéfice de l'exercice de EUR 6.857.900.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2021, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable aux entreprises d'assurance en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB et applicables à la date de clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

Valorisation des provisions pour sinistres

Description du point clé de l'audit

Au 31 décembre 2021, les provisions pour sinistres s'élèvent à EUR 1.935 millions et représentent 38,7% du total bilantaire.

La valorisation des provisions pour sinistres est relativement complexe et repose sur un certain degré de jugement, et plus particulièrement, sur des méthodes actuarielles et des hypothèses pouvant ne pas être adéquates.

Étant donné la matérialité de ces provisions techniques sur les comptes annuels, le degré d'incertitude engendré et le caractère discrétionnaire des hypothèses retenues, nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit.

Nos procédures d'audit relatives au point clé de l'audit

Nous avons obtenu une compréhension du système de contrôle interne relatif à la valorisation des provisions pour sinistres. Nous avons également testé la conception et l'efficacité opérationnelle de certains contrôles clés.

Avec l'aide de nos experts internes en matière actuarielle, nous avons également évalué la pertinence des hypothèses retenues par rapport aux conditions actuelles de marché ainsi que l'adéquation de celles-ci par rapport aux résultats techniques enregistrés au cours de l'exercice sous revue. Nous avons également recalculé, de manière indépendante, les provisions pour sinistres sur la base de techniques actuarielles reconnues. Nous avons par la suite comparé nos résultats avec ceux de la Société et avons obtenu la documentation justifiant les différences observées. Nous avons partagé et corroboré nos conclusions avec la direction actuarielle de la Société.

Enfin, nous avons vérifié le respect de l'application des règles de valorisation adoptées par la Société.

Les tests indépendants que nous avons effectués n'ont pas révélé d'exceptions significatives quant à la valorisation des provisions pour sinistres. Nous estimons également que les hypothèses principales retenues lors de la valorisation de ces provisions sont raisonnables quant aux conditions de marché.

Valorisation des placements qui ne font pas l'objet d'une cotation sur un marché actif

Description du point clé de l'audit

Au 31 décembre 2021, les placements s'élèvent à EUR 2.158 millions et représentent 43,2% du total bilantaire. Il s'agit principalement de participations dans des entreprises liées, d'obligations d'entreprises et d'actions dans des sociétés non-cotées.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Dans le cadre de la clôture des comptes annuels au 31 décembre 2021 et afin d'évaluer si la comptabilisation d'une réduction de valeur sur ces actifs de placement est nécessaire, la Société détermine entre autres la juste valeur des actifs en question en utilisant des techniques et modèles internes. Ces derniers font appel à diverses hypothèses qui comprennent, pour un grand nombre d'entre elles, un certain degré de jugement. Le nombre d'éléments susceptibles d'avoir une influence sur la détermination de la juste valeur dépend à la fois du type d'instrument et de l'instrument lui-même. Par conséquent, l'utilisation de techniques et d'hypothèses d'évaluation variées pourrait conduire à des estimations de juste valeur significativement différentes.

Étant donné la matérialité de ces placements financiers sur les comptes annuels, l'incertitude liée à ces techniques d'évaluation et modèles retenus par type d'instrument, sont les principales raisons pour lesquelles nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit.

Nos procédures d'audit relatives au point clé de l'audit

Nous avons obtenu une compréhension du système de contrôle interne relatif à la valorisation des placements financiers et avons testé la conception et l'efficacité opérationnelle de certains contrôles clés.

Nous avons également sélectionné un échantillon d'actifs financiers et, avec l'aide de nos experts en matière de valorisation d'instruments financiers, nous avons revu les estimations effectuées et les hypothèses principales retenues dans la détermination de leur juste valeur, en tenant compte des données de marché.

Enfin, nous avons vérifié le respect de l'application des règles de valorisation adoptées par la Société.

Les tests indépendants que nous avons effectués n'ont pas révélé d'exceptions significatives quant à la détermination de la juste valeur des placements qui ne font pas l'objet d'une cotation sur un marché actif.

Autres impacts de la Covid-19 - Schémas d'Etats

Description du point clé de l'audit

Au 31 décembre 2021, l'impact net de réassurance des schémas d'Etats sur le compte de résultats d'Euler Hermes SA est une perte de EUR 148 millions (voir annexe 25 des comptes annuels).

Afin de répondre à la crise engendrée par la pandémie de Covid-19, les Etats ont mis en place toute une série de mesures, en ce inclus, la demande faite aux assureurs crédit de maintenir leurs couvertures, en échange d'un support des Etats. Ces supports sont appelés "Schémas d'Etats". Ces Schémas ont été mis en place dans le courant de l'année 2020 et furent terminés au 30 juin 2021. Pour la plupart d'entre eux, il s'agit de traités de réassurance proportionnels, pour lesquels les entités locales d'Euler Hermes SA cèdent une partie significative de leurs opérations aux Etats. Ces Schémas ont eu un impact significatif sur les comptes annuels d'Euler Hermes SA au 31 décembre 2021.

Étant donné la matérialité de ces Schémas sur les comptes annuels et l'incertitude liée à l'impact de cette pandémie sur la sinistralité d'Euler Hermes SA, nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Nos procédures d'audit relatives au point clé de l'audit

Nous avons obtenu une compréhension des Schémas d'Etats mis en place, de leurs caractéristiques techniques et de leur qualification en tant que traité de réassurance.

Nous avons également, pour un échantillon des polices, testé la correcte application des Schémas d'Etats, en ce inclus, leur considération comme entrant dans le champ d'application de ces Schémas et l'application des caractéristiques techniques des Schémas.

Les tests indépendants que nous avons effectués n'ont pas révélé d'exceptions significatives quant à l'application des Schémas d'Etats.

Responsabilités du conseil d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable aux entreprises d'assurance en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au conseil d'administration d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le conseil d'administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités, ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire comprenant notre opinion. Une assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la Société ni quant à l'efficience ou l'efficacité avec laquelle le conseil d'administration a mené ou mènera les affaires de la Société. Nos responsabilités relatives à l'application par le conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Nous définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier;

- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par le conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation;

- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si ces derniers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons au comité d'audit, des risques et de conformité notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Nous fournissons également au comité d'audit, des risques et de conformité une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au comité d'audit, des risques et de conformité, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités du conseil d'administration

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la Société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect des statuts et de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice, et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Nous vous prions de vous référer au rapport de gestion sur les comptes annuel établis par le Conseil d'administration selon lequel il est fait usage de la dispense prévue à l'article 3:6, §4 du Code des sociétés et des associations en matière de publication d'information non-financière et ce, dans la mesure où cette information est comprise dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés établi par la société mère, Allianz SE, conformément à l'article 3:32, §2 dudit Code.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, § 1er, 8° du Code des sociétés et des associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, en ce compris celles concernant l'information relative aux salaires et aux formations, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

Mentions relatives à l'indépendance

- Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.

- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 3:65 du Code des sociétés et des associations ont correctement été valorisés et ventilés dans l'annexe des comptes annuels.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations.
- Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Diegem, le 29 avril 2022

Le commissaire
PwC Reviseurs d'Entreprises SRL
Représenté par



Tom Meuleman
Réviseur d'Entreprises

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Euler Hermes SA (NV)

AVENUE DES ARTS 56
1000 BRUXELLES
0403.248.596
(Ci-après la « *Société* »)

RAPPORT DE GESTION
ETABLI PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 11 MAI 2022

EULER HERMES
Our knowledge serving your success

A company of Allianz

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Mesdames,
Messieurs,

Conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des Sociétés et des Associations, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport de gestion pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2021 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Ces comptes, comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, ont été établis suivant les normes, principes et méthodes du plan comptable en vigueur.

L'exercice social 2021 a porté sur la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021.

1. Contexte macroéconomique et des affaires

Qu'avons-nous appris en 2021 ?

Au cours des premiers mois de 2020, la pandémie de Covid-19 qui s'est déclarée a progressivement eu un impact sur l'ensemble de la planète et engendré une crise humaine d'ampleur historique. L'année 2021 a été placée sous le signe d'un rétablissement inégal, après la profonde récession subie par l'économie mondiale en 2020, la plus profonde depuis la Seconde Guerre mondiale. Le PIB réel mondial a augmenté de +5,4%, après une contraction de -3,4% en 2020. Mais la robustesse du chiffre pour 2021 masque des divergences à plusieurs niveaux.

Les économies avancées ont vu un rebond économique plus fort que les marchés émergents, prenant une part plus forte de la croissance mondiale qu'avant la pandémie. Cette surperformance a été le résultat d'un plus grand impact politiques publiques de soutien de l'économie, ainsi que d'un accès plus efficace et rapide aux vaccins contre la Covid-19.

Un autre niveau d'hétérogénéité qui a marqué 2021 porte sur les secteurs. Même s'ils l'ont moins été qu'en 2020, les secteurs à forte intensité de contact ont continué à être affectés par les restrictions sanitaires intermittentes, tandis que d'autres ont pu bénéficier du retour de la demande. Dans les économies avancées, la demande de biens durables a été exceptionnellement forte.

Cette reprise inégale de l'économie mondiale, et des chocs ponctuels, ont amené des déséquilibres, déséquilibres à l'origine de perturbations des chaînes d'approvisionnement. Des prix de transport record, des délais de livraison prolongés et une hausse du prix des importations et des biens importés ont été enregistrés en 2021. Là encore, toutes les régions n'ont pas été affectées de la même manière, avec une Asie-Pacifique plus résiliente et une 'Europe plus vulnérable.

Pour rappel, dès 2020, divers gouvernements, notamment en Europe, ont inclus le secteur de l'assurance-crédit dans leur réponse à la crise. Afin de ne pas tarir la capacité du marché, ils ont demandé aux entreprises d'assurance-crédit de maintenir leurs couvertures en échange d'aides publiques accordées au secteur. Ces aides ont pris la forme de « Plans Gouvernementaux » qui, dans la majorité des cas, sont des traités de réassurance proportionnelle par lesquels les entités Euler Hermes (EH) locales ont cédé une part substantielle de leurs activités aux Gouvernements. Ces plans ont incontestablement eu un impact très important sur les primes acquises nettes de EH SA en 2020 et en 2021.

Les pays qui ont mis en place ces plans sont : l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, le Royaume-Uni, la France et l'Italie.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

EH SA a eu recours à ces plans d'aide gouvernementaux, présentés comme des traités de réassurance proportionnelle dans les comptes, jusqu'en juin 2021. Leur impact négatif sur les comptes 2021 se monte, en base nette, à EUR -148mn, dont EUR -143mn de primes cédées, EUR -51mn de sinistres cédés et EUR 46mn de commissions reçues.

2. Faits marquants de l'exercice 2021

2.1. Capital et actionnariat

Au 31 décembre 2021, le nombre d'actions composant le capital social d'Euler Hermes SA (NV) s'élève à 2 925 155 dont 78 340 actions propres.

Au 31 décembre 2021, Euler Hermes Group détient 2 846 815 actions sur un total de 2 925 155, soit 97,3% des actions et Euler Hermes Group est détenue à 100% par Allianz. Euler Hermes SA (NV) est intégré dans le périmètre de consolidation d'Allianz Group.

2.2. Crise du Covid 19 et gestion de cette dernière

Au cours des premiers mois de 2020, la pandémie de Covid-19 qui s'est déclarée a progressivement eu un impact sur l'ensemble de la planète et engendré une crise humaine d'ampleur historique.
Cette récession aurait néanmoins pu prendre des proportions plus importantes si les pouvoirs publics n'avaient pas, dès 2020, promptement réagi à la crise. L'intervention de l'Etat s'est maintenue en 2021, conduisant à un déclin de l'indice mondial de défaillances d'Euler Hermes pour la seconde année consécutive en 2021 (-6% estimé après -12% en 2020). La solidité des soldes de trésorerie, tout comme la croissance de la profitabilité et du capex, ont aussi permis d'amortir l'impact de la hausse des coûts pour les entreprises aux Etats-Unis et en Zone Euro.
Dès 2020, divers gouvernements, notamment en Europe, ont inclus le secteur de l'assurance-crédit dans leur réponse à la crise. Afin de ne pas tarir la capacité du marché, ils ont demandé aux entreprises d'assurance-crédit de maintenir leurs couvertures en échange d'aides publiques accordées au secteur. Ces aides ont pris la forme de « Plans Gouvernementaux » qui, dans la majorité des cas, sont des traités de réassurance proportionnelle par lesquels les entités Euler Hermes (EH) locales ont cédé une part substantielle de leurs activités aux Gouvernements. Ces plans ont incontestablement eu un impact très important sur les primes acquises nettes de EH SA en 2020 et en 2021.
Les pays qui ont mis en place ces plans sont : l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, le Royaume-Uni, la France et l'Italie.
EH SA a eu recours à ces plans d'aides gouvernementaux, présentés comme des traités de réassurance proportionnelle dans les comptes, jusqu'en juin 2021. Leur impact négatif sur les comptes 2021 se monte, en base nette, à EUR -148mn, dont EUR -143mn de primes cédées, EUR -51mn de sinistres cédés et EUR 46mn de commissions reçues.

2.3. Reconnaissance d'une obligation de rachat des intérêts minoritaires de l'OPCI EH Real Estate

L'OPCI Euler Hermes Real Estate a été constituée en 2011 et détient à son actif l'ancien siège d'Euler Hermes Group, situé 1 rue Euler à Paris. EH SA détient une participation à hauteur de 60 % au sein de l'OPCI EH Real Estate, les 40 % restants étant détenus par des investisseurs minoritaires.
Conformément à la clause de liquidité prévue dans le pacte d'actionnaires, signé avec ces derniers en 2012, à fin 2021 EH SA se trouverait dans l'obligation de racheter cette participation à hauteur de 40%, pour sa valeur actuelle nette au moment de l'exercice de

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

l'option, soit 110 millions d'euros.
A l'heure d'écrire ces lignes, cette option n' pas été exercée.
Cette transaction a été reconnue dans les engagements hors bilan et a été mentionnée en annexe 26 des comptes annuels.

2.4. Restructurations

EH SA a reconnu des charges de restructuration, principalement pour la mise hors service de l'IT et les charges de personnel. Les charges de restructuration de l'IT pour 31 millions d'euros, correspondent aux frais de mise hors service des systèmes obsolètes, préalable à la mise en place d'une nouvelle plateforme IT. Les charges résiduelles de 19 millions d'euros, se rapportent aux plans de restructuration, essentiellement en Allemagne et au Benelux.

3. Activité de la Société

3.1. Bilan

A la clôture de l'exercice, les capitaux propres, après affectation d'un profit de EUR 6.857.900 et tenant compte de la proposition de versement d'un dividende de EUR 60.000.000, s'élèvent à EUR 737.328.278 (contre EUR 790.470.378 en 2020).

Les placements financiers ont augmenté et s'élèvent, en fin d'exercice, à EUR 2.158.391.663 (contre EUR 1.579.349.099).

Les provisions techniques ont augmenté au cours de l'exercice de EUR 218.790.866, portant le solde de clôture à EUR 2.586.012.147; cette augmentation reflète l'augmentation des limites couvertes par EHSA. La part des réassureurs dans les provisions techniques, telle que présentée à l'actif du bilan, a augmenté de EUR 102.529.427 et s'élève à 1.714.865.458.

Les dettes s'élèvent, à la clôture de l'exercice, à EUR 1.465.731.295 soit une augmentation EUR 200.031.178.

La combinaison des éléments repris ci-dessus porte le total du bilan à EUR 5.131.694.051 (contre EUR 4.732.056.827 lors de la clôture précédente).

Les dettes vis-à-vis d'établissements de crédit s'élèvent à EUR 20.013.845. La Société n'a pas de dettes subordonnées.

3.2. Compte de résultat

Les primes acquises avant cession se montent à EUR 1.999.952.681 au 31 décembre 2021, soit une évolution positive de EUR 188.954.790 (10.43%).

Les sinistres bruts s'élèvent à EUR 630.254.588. La sinistralité a globalement diminué en 2021, tant en fréquence qu'en sévérité, et ce dans quasi tous les pays.

La réserve d'égalisation a diminué de EUR 25.648.725. La Société a continué à utiliser la méthode 4, prévue au règlement n°8 de l'OCA relatif aux méthodes de calcul de la provision pour égalisation dans la branche assurance-crédit.

Sur base des éléments susmentionnés, le résultat technique se solde par un profit de EUR 77.662.705 (contre un profit de EUR 127.303.748 en 2020).

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

Le compte de résultat est à nouveau positivement impacté par l'évolution des produits nets générés par nos placements (en 2021 EUR 52.284.003 contre EUR 47.983.855 au cours de l'exercice précédent).

Les frais d'exploitation s'élèvent à EUR 125.464.503.

Le résultat exceptionnel s'élève à EUR -45.926.010 principalement constitué par des charges exceptionnelles au titre de frais de restructuration.

La charge d'impôt se monte à EUR 21.129.003, soit un taux d'imposition de 29% (contre 60% en 2020).

4. Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) tels qu'ils vous sont présentés.

L'année 2021 s'est soldée par un bénéfice de EUR 6.857.900

Le Conseil d'administration propose d'affecter ce bénéfice comment suit :

Affectation sur le bénéfice reporté :	EUR 6.857.900
Rémunération du capital :	EUR 60.000.000

Le bénéfice reporté s'élève à EUR 42.482.278.

Nous portons à votre attention que la réserve légale ayant atteint un dixième du capital social de la Société, l'affectation d'au moins un vingtième du bénéfice de l'exercice à la réserve légale cesse d'être obligatoire conformément aux réglementations en vigueur en Belgique.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

5. Activité de la Société en matière de recherche et de développement

La Société mène des activités de recherche et développement.

Euler Hermes a développé un modèle interne pour la gestion du capital risque et le processus de décision associé. Ce modèle contribue à la réalisation de produits d'assurance, à la définition des prix et des stratégies d'assurance des risques. L'objectif de ce modèle est d'apporter des produits d'assurance compétitifs sur le marché.

L'activité de R&D, dans le cadre de ce modèle interne général, comprend le développement de deux projets de développement de modélisation distincts. Le premier est un modèle de simulation pour la modélisation des pertes financières ainsi que du capital-risque. Le second est un modèle de tarification permettant de couvrir les risques de nos produits.

6. Gestion des risques

6.1. Structure générale

Euler Hermes, membre de Allianz Group a reçu l'autorisation de la BaFin (le régulateur principal de Allianz Group) après l'examen et la proposition des régulateurs locaux NBB (National Bank of Belgium) pour Euler Hermes SA d'utiliser un modèle interne au lieu du modèle standard pour estimer le besoin de capital de solvabilité.

Euler Hermes a choisi d'utiliser un modèle interne pour les raisons suivantes :

- malgré une représentation adéquate du risque (risque ordinaire et non ordinaire, récession/évènements provoquants des sinistres importants), la calibration des composants actuariels ne représente pas le profil de risque d'Euler Hermes ;
- la formule standard ne permet pas la diversification géographique entre les régions alors que Euler Hermes considère que les différentes régions prises en comptes ne sont pas corrélées ;
- la formule standard ne permet pas de prendre en compte les mesures de gestions inscrites dans les polices d'assurance-crédit commerciales au travers desquelles Euler Hermes gère son risque ;
- le modèle standard est basé sur les primes acquises ce qui n'est pas le paramètre de risque adéquat de l'activité d'Euler Hermes.

Certaines autres sociétés d'assurance du Groupe, par exemple Euler Hermes Poland et les joint-ventures dans le périmètre de Solvabilité II, n'ont pas pu être intégrées au modèle interne en raison de leur taille et/ou du poids de leur passé. Euler Hermes utilise soit le modèle standard soit une approche déduite en retirant du ratio de solvabilité d'Euler Hermes en tant que groupe, d'une part les fonds propres et d'autre part les fonds propres requis.

De plus, Euler Hermes inclut dans le périmètre de calcul du ratio de solvabilité une filiale régulée en tant qu'activité bancaire (Euler Hermes Crédit France) et une filiale de gestion d'actif (Euler Hermes Asset Management).

Enfin, Euler Hermes a établi un cadre solide de gestion du risque de l'entreprise et des procédures de reportings en accord avec les directives de Solvabilité II.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

6.2. Le ratio économique Solvency II au 31 décembre 2021 (non audité)

Le ratio économique Solvabilité II s'obtient en divisant les Fonds Propres Éligibles par le Capital de Solvabilité Requis. Il atteint 175% après le paiement d'un dividende ordinaire de 60 millions € au titre de l'exercice 2021, qui doit être approuvé par l'assemblée des actionnaires.

(en millions €)	Au 31 décembre 2021
Fonds Propres Éligibles	1 063
Capital de Solvabilité Requis	609
Ratio économique Solvabilité II	**175%**

Fonds Propres Eligibles:

Les Fonds Propres Éligibles s'élèvent à 1 063 millions € au 31 décembre 2021. Ils se composent principalement de Fonds Propres de niveau 1 (94,0%). Euler Hermes n'a pas d'effet de levier et n'utilise aucuns Fonds Propres complémentaires.

Le rapprochement entre le capital IFRS d'Euler Hermes SA et les Fonds Propres Solvabilité II se présente comme suit :



L'annulation d'actifs incorporels à hauteur de -64,1 millions € concerne d'une part un goodwill d'un montant de -5,7 millions € et d'autre part des actifs incorporels d'un montant de -58,3 millions €.

La valeur de marché de placements déterminés, d'un montant de 203,5 millions €, provient essentiellement des contributions de l'OPCI, de EH Crédit France et de Patrimonia.

Variation des fonds propres éligibles:

Les Fonds Propres Éligibles ont augmenté de 1 millions € au cours de 2020, passant de 1 062 millions € (Q4 2020) à 1 063 millions € au 31 décembre 2021.

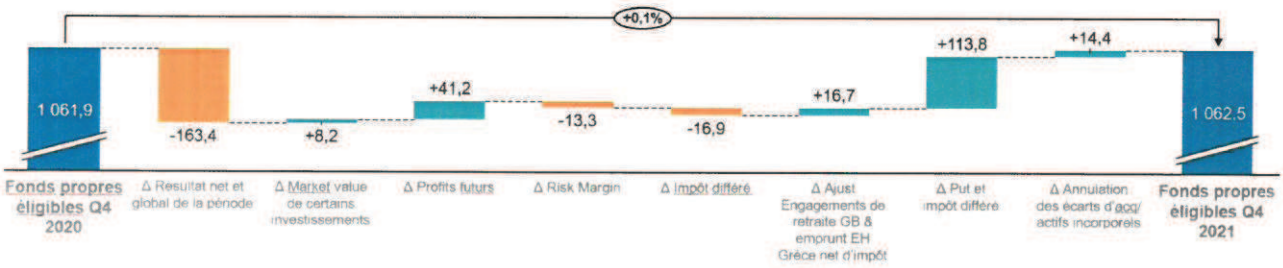
Les principaux éléments permettant d'expliquer cette variation sont les suivants :

- Les revenus nets positifs de l'entité autonome s'élèvent à 13,4 millions € pour l'année ;
- L'impact positif des bénéfices futurs s'élèvent à 41,2 millions €. Il est principalement lié à la baisse d'un ratio combiné ;

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

- La variation positive de la valeur de marché de placements déterminés s'élève à 8,2 millions €. Elle s'explique principalement par la progression de la juste valeur de EH Patrimonia (11,0 millions €), de l'OPCI (8,9 millions €), EH Poland (3,3 millions €), AREIM (1,9 millions €), partiellement compensé par la baisse de la juste valeur de Euler Hermes Services Italia (-7,4 millions €), ICIC (-6,7 millions €) et EH Recouvrement (-6,7 millions €) ;
- La variation positive des obligations de retraite britanniques s'élève 19,2 millions € ;
- Un impact négatif sur la variation de la marge de risque pour -13,3 millions €, principalement en raison de l'augmentation du pourcentage de charge de risque (de 103% à 154%) ;
- Le dividende programmé de 60 millions € ;
- l'impact de la dette liée à l'option de -110 millions € en réserves est compensé par le retraitement dans MVBS pour 113,8 millions €, ce dernier montant étant la valeur de marché du put au 31 décembre 2021.Fonds Propres Éligibles ont baissé de -153 millions € au cours de 2020, passant de 1 215 millions € (Q4 2019) à 1 062 millions € au 31 décembre 2020.

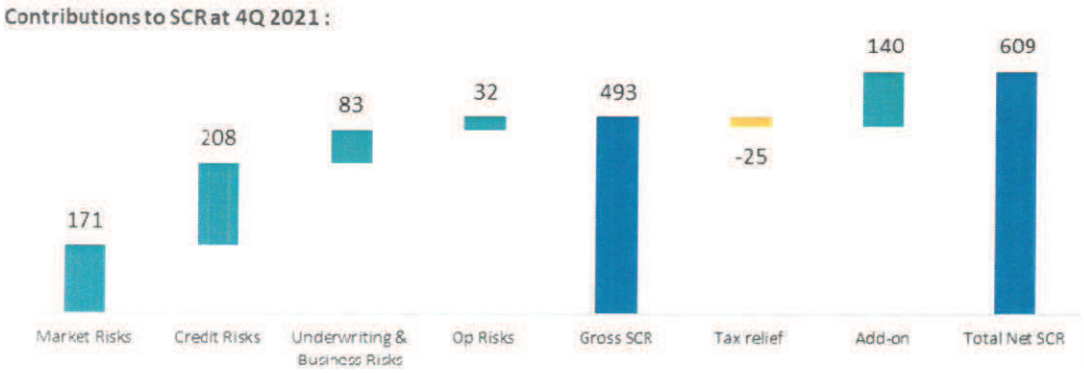
En millions d'euros

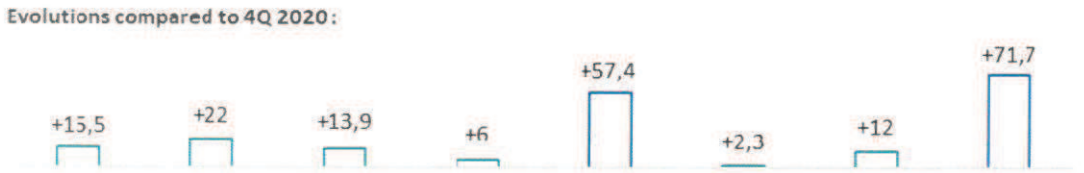


Capital de Solvabilité Requis

Le Capital de Solvabilité Requis (« SCR ») a augmenté de 72 millions € (soit de 13.4%), passant de 537 millions € (Q4 2020) à 609 millions € au 31 décembre 2021.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF





L'ensemble des risques augmente, notamment le risque de crédit (22 millions €), le risque de marché (16 millions €), les risques de souscription (14 millions €) et les exigences supplémentaires liées au fonds de pension britannique (12 millions €).

L'augmentation du risque de crédit fait suite à la fin des supports d'états, à l'augmentation des expositions TCI&S et à l'augmentation de la marge de prudence décidée par le PAAC afin de couvrir les incertitudes liées à la situation économique sur les 12 prochains mois, tenant compte de fin probable des mesures gouvernementales adoptées dans la plupart des pays en soutien à l'économie dans le contexte de la crise du Covid-19. Dans le même temps, l'amélioration des notations internes, ainsi que la décision du PAAC de réduire les probabilités de défaut pour revenir à des niveaux pré-crise, étant donnée le niveau historiquement faible des sinistres, et la mise à jour des paramètres du stop loss compensent en partie cette augmentation.

L'augmentation du risque de marché est principalement liée aux nouveaux investissements en actions et en obligations, à la performance des marchés actions et immobilier, et à l'augmentation des expositions de change.

L'augmentation du risque de souscription est principalement due à l'augmentation du risque de réserves, suite à la recalibration PRISM qui reflète une plus forte volatilité sur les LoBs commerciales et « Surety », ainsi qu'à l'augmentation des réserves nettes IFRS.

Enfin, l'augmentation des exigences supplémentaires liées au fonds de pension britannique est le résultat de la recalibration qui reflète une augmentation des risques de « spread » et de change.

7. Evénements importants intervenus depuis la clôture de l'exercice

En février 2022, le conflit entre la Russie et l'Ukraine est entré dans une phase d'escalade. Le 24 février, la Russie à décide d'envahir l'Ukraine, au-delà des limites du Dombass. L'action militaire engagée en Ukraine, et ses conséquences géopolitiques au sens large, au-delà du drame humain, va déclencher une onde de choc économique, qui va avoir des répercussions en chaîne sur de nombreux secteurs.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

A mesure que s'intensifiait l'attaque sur l'Ukraine, des sanctions économiques complémentaires ciblées ont été décidées par divers gouvernements de par le monde, visant l'économie et des ressortissants russes. L'exclusion récemment planifiée de plusieurs banques russes du système de paiement et de communication Swift, ainsi que les restrictions de change imposées à la Russie vont amener des défis et des risques sérieux pour les entreprises.

Les sanctions décidées par le G7 ont été brutales et d'ampleur significative : elles concernent les embargos partiels sur la technologie et les biens, les sanctions contre les plus grandes banques russes, l'exclusion de multiples banques russes du système SWIFT et le gel des avoirs en devises de la Banque Centrale de Russie (un total de deux tiers de ses avoirs). Les sanctions de rétorsion prises par la Russie concernent la vente obligatoire de 80% des devises et des contrôles de capitaux très sévères sur les paiements vers l'étranger (en ce compris le service de la dette souveraine et l'interdiction faite aux étrangers de vendre des obligations).

Une escalade n'est pas à exclure avec, en conséquence, des batteries de sanctions et de mesures de rétorsion de plus en plus dures. Même la livraison d'énergie pourrait être affectée, ce qui pourrait amener à un gel total des relations économiques entre la Russie et l'Occident. En effet, le pétrole et le gaz représentent 57% des revenus à l'export de la Russie, pourcentage qui monte à 75% si on prend en compte toutes les matières premières. Ces exportations génèrent au moins USD750 millions de revenus quotidiens, montant qui permet de financer un mois d'importations russes. Si les sanctions en arrivaient à couper les flux de pétrole et de gaz, le Russie serait en défaut de paiement en deux mois. Ce calcul est basé sur les réserves de change disponibles (excluant donc les avoirs gelés) et sur les paiements planifiés de produits d'importation aux exportateurs étrangers et les remboursement de dette à court terme.

. Le cours de la rouble contre l'euro a été très volatil. Les premiers craquements apparaissent dans le secteur bancaire (entre autres les succursales européennes de Sberbank) et on ne peut exclure des « bank runs », dans la mesure où le déficit en fonds propres du secteur bancaire pourrait atteindre USD 40 milliards, soit un tiers de ses capitaux totaux. La Banque de Russie a injecté massivement des liquidités dans le système financier et augmenté le taux d'intérêt de 9,5% à 20%.

Un défaut "autoprovoqué" sur la dette souveraine russe est en préparation ; dans un tel cadre, ramener vers la Russie les investisseurs sur le long terme prendra des années. Dans les pays du G7, on constate une incertitude et une volatilité accrues, ainsi qu'une forte demande pour les actifs sûrs. Les prix des matières premières sont en augmentation rapide. Le gaz naturel pourrait rester autour de 180 EUR/MWh sur tout le mois de mars 2022. Ceci ajoutera au moins 1pp à une inflation déjà élevée en occident, et accroîtra les risques de stagflation. D'éventuels autres effets négatifs dépendront des annonces à venir en matière de politique économique, et des aides en matière de liquidité ou de fiscalité sont très probables.

A court terme, les contrôles sur les capitaux vont augmenter drastiquement les risques qui pèsent sur les flux de financement entre sociétés étrangères et acheteurs russes. En termes de commerce global, l'exposition directe est limitée et concentrée. Les pays d'Europe de l'Est sont plus à risque sur leurs importations, leurs exportations ou les deux. En plus des flux bien connus de pétrole et de gaz, la Russie exporte aussi de grandes quantités d'engrais, métaux (fer, acier, aluminium, cuivre, nickel, étain…) et de produits agricoles, en particulier le blé. Au niveau des services, les secteurs du transport et des voyages sont les plus exposés. L'exposition mondiale aux flux commerciaux avec la Russie est de USD 820 milliards par an. Les flux en risques pourraient se monter à un maximum de 50% de ce total, en fonction de de ce qu'il adviendra des sanctions.

Euler Hermes s'attend à une augmentation du risque de non-paiement, alimentée par les deux années de récession attendues en Russie, avec des niveaux d'inflation de 30% en 2022, et de 20%

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

en 2023. Ceci forcera la Banque Centrale de Russie à relever le taux d'intérêt à au moins 30% et à garder des conditions de financement très restrictives.

Euler Hermes surveille tous les développements en rapport avec ce conflit, et reste engagé dans la protection de ses clients contre tous événements susceptibles d'affecter le développement de leurs affaires et leur cash-flow. Nos clients mènent leurs affaires avec le soin et la prudence attendus. Dans ce contexte, nous avons donc constaté une chute drastique dans les volumes à l'exportation de nos clients vers des acheteurs russes. En conséquence, Euler Hermes va continuer à suivre avec soin son niveau d'exposition à cette évolution.

En outre, Euler Hermes a initié en 2021 un projet de changement de marque, visant à renforcer la marque principale Allianz et à créer de nouvelles opportunités pour Euler Hermes. Depuis le 28 mars 2022 la nouvelle marque du groupe Euler Hermes est Allianz Trade, tandis que les dénominations sociales utilisées par les entités Euler Hermes demeurent inchangées.

8. Changements dans les règles d'évaluation

Les règles d'évaluation n'ont pas fait l'objet de modification au cours de l'exercice 2021.

9. Evolution prévisible de la Société et perspectives d'avenir

Le risque politique mondial a fortement augmenté en raison des actions militaires en Ukraine et de leurs conséquences géopolitiques plus larges. Les sanctions appliquées par le G7 ont été abruptes et d'ampleur significative, incluant des embargos partiels sur les exportations de biens high-tech, des sanctions contre les plus grandes banques russes, le retrait de multiples banques russes du système interbancaire SWIFT et le gel des deux tiers des réserves de change de la banque centrale russe. Les contre-sanctions de la Russie ont inclus la vente obligatoire de 80% des devises, des contrôles de capitaux très stricts concernant les paiements à l'étranger (y compris le service de la dette souveraine et l'interdiction pour les étrangers de vendre des titres) ainsi que la nationalisation des entreprises étrangères ayant décidé de quitter la Russie après le déclenchement de la guerre. Une nouvelle escalade n'est pas à exclure avec des sanctions et des contre-sanctions encore plus dures (notamment sur l'offre en énergie), ce qui signifierait le gel de toutes les relations économiques et financières entre la Russie et l'Ouest (35% de probabilité). En effet, 57% des recettes d'exportations russes proviennent du pétrole et du gaz et 75% des matières premières en général. Le revenu journalier de 750 millions de dollars ainsi généré suffit à financer un mois d'importations russes. Si les sanctions venaient jusqu'à rompre l'approvisionnement en pétrole et en gaz, en tenant compte des réserves utilisables (excluant les réserves gelées), il faudrait environ deux mois avant que la Russie ne fasse complètement défaut (y compris pour couvrir les importations et le remboursement de la dette à court terme, y compris envers les fournisseurs étrangers).

L'énergie, le commerce et la finance continuent d'être les canaux d'impact principaux. Premièrement, nous pensons que les menaces de réduction de l'approvisionnement en pétrole et en gaz de la Russie aux pays du G7, et l'absence d'injection massive de l'offre des autres pays de l'OPEP, pèseront sur les prix. Les prix du pétrole devraient rester au-dessus de 100 dollars le baril tout au long de la guerre et auront tendance à approcher les 120 dollars le baril en moyenne en 2022. Les prix du gaz devraient également rester élevés, proche de 140 euros par MWh. Bien que nous attendions l'intervention des États et des institutions internationales pour réduire le coût de l'énergie pour les ménages – et dans certains cas pour les entreprises – il sera presque impossible d'éviter une érosion du pouvoir d'achat des ménages. En outre, les marges des entreprises continueront de se resserrer

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

dans un contexte de prix élevés des produits de base énergétiques et non-énergétiques, d'augmentation des salaires et de maintien de taux de fret élevés. Deuxièmement, nous attendons une réduction de la croissance du commerce mondial en volume d'au moins 2pp, à 4%, juste en-dessous de la moyenne de long-terme. Si la Russie en tant que marché de demande finale, n'est pas systémique au niveau mondial (le pays ne représentait que 1,2 % des importations mondiales en moyenne en 2015-2019), les exportateurs les plus exposés pourraient néanmoins subir des pertes. Outre le pétrole et le gaz, la Russie exporte également de gros volumes d'engrais, de métaux (fer, acier, aluminium, cuivre, nickel, étain, etc.) et de denrées alimentaires, notamment du blé. Du côté des services, les secteurs des voyages et des transports sont les plus exposés. L'exposition mondiale à la Russie par le biais des flux commerciaux de biens et de services est d'environ 820 milliards de dollars par an. En fonction de l'évolution des sanctions, la valeur totale à risque pourrait atteindre un maximum de 50 % du total des flux. Les exportateurs d'Europe de l'Est sont susceptibles de perdre le plus, car les expositions directes et indirectes à la Russie représentent plus de 4 % de leur PIB. Pour la zone euro dans son ensemble, les expositions directes et indirectes sont inférieures à 2 % du PIB. Les exportateurs nets de produits de base pourraient bénéficier de la hausse des prix et d'éventuels effets de substitution à la Russie. Le Moyen-Orient, la Norvège et certaines parties de l'Amérique latine pourraient être les mieux positionnés. En termes d'exposition financière, nous voyons un risque systémique limité pour les banques étrangères. Les banques italiennes ont la plus forte exposition à la Russie (environ 25 milliards de dollars), mais celle-ci ne représente que 2,5 % du total de leurs créances étrangères. Les banques autrichiennes ont la part la plus élevée de créances sur la Russie dans le total de leurs créances étrangères, mais celle-ci reste modérée (3,7%). Au-delà des marchés développés, nous prévoyons un risque de contagion important pour les marchés émergents en raison du rééquilibrage. Les monnaies d'Europe de l'Est devraient être les plus touchées, car les prix élevés des matières premières ont soutenu les monnaies des pays d'Amérique latine. En examinant les expositions aux investissements directs étrangers, au-delà des paradis fiscaux et assimilés, en particulier pour les mines/carrières, la finance et l'immobilier, nous constatons que les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont le plus grand nombre de filiales étrangères en Russie et en Ukraine.

La croissance mondiale du PIB devrait ralentir de +5.9% en 2021 à +3.4% en 2022 et +2.9% en 2023. Dans notre scénario de base (escalade du conflit, 55% de probabilité) dans lequel l'approvisionnement en pétrole et en gaz russes vers l'Europe n'est pas interrompue, nous estimons le coût mondial de l'invasion de l'Ukraine à -0,7pp de la croissance du PIB réel en 2022, l'UE étant la plus touchée en dehors de la Russie et de l'Ukraine (-1,1pp contre -0,3pp pour les États-Unis et la Chine). La hausse des prix de l'énergie atténuera la demande agrégée et poussera l'inflation à la hausse. Concernant cette dernière, nous estimons une déviation de nos prévisions d'avant-guerre de +1.8pp à 5.9% en 2022 et +0.1pp à 3.3% en 2023. La normalisation de la politique monétaire dans les économies avancées sera légèrement retardée du fait de la priorité donnée par les banques centrales à la croissance plutôt qu'à l'inflation, et les mesures de soutien fiscal pourraient être renforcées. Dans le monde émergent, les banques centrales continuent à combattre l'inflation et les dépréciations monétaires par de nouvelles hausses de taux, atténuant davantage le cycle de croissance. Un choc pétrolier important, provoqué par l'interruption partielle ou totale de l'approvisionnement en énergie des pays du G7 pourrait déclencher notre scénario défavorable, conduisant à une stagflation se transformant en récession au début de l'année prochaine (-1,2% dans la zone euro et -0,6% aux États-Unis). Nous attendons une nouvelle hausse du risque de non-paiement, étant donné le ralentissement économique, avec un impact sur les faillites d'entreprises dans la zone euro allant de +5pp à +10pp selon le scénario, par rapport à l'augmentation attendue de +16% dans le scénario d'avant-guerre. Cela devrait porter les faillites d'entreprises aux niveaux pré-pandémiques dès la fin de l'année 2022 en l'absence de mesures de soutien « quoi qu'il en coûte » des Etats.

Euler Hermes s'attendait pour 2022 à une croissance forte de son chiffre d'affaire, alimentée par la reprise macroéconomique et les fondements stratégiques solides de la société. Il était également dans l'ordre des choses que, avec l'interruption graduelle des différentes aides d'état, le niveau de sinistres allait progressivement augmenter pour revenir vers des niveaux plus usuels. Les incertitudes générées par la crise ukrainienne et les sanctions prises contre

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

la Russie par les pays occidentaux change la donne. Comme vu ci-dessus, l'environnement macroéconomique risque de s'avérer beaucoup plus incertain, et, au bout du compte, moins favorable. En réponse à ce nouvel environnement, Euler Hermes va devoir ajuster sa position en matière de souscription commercial et de souscription des risques, et se montrer plus restrictif. Au moment d'écrire ces lignes, c'est l'incertitude qui prévaut, .mais la direction est confiante dans la capacité de la société de naviguer au travers de cette crise et de montrer des résultats solides.

Il est difficile, dans ce contexte, de prédire le moment du retour à la normale, à une croissance du chiffre d'affaires plus forte et à une rentabilité plus forte.

10. Succursales et participations

Conformément aux dispositions de l'article 3:6 du Code des sociétés et des associations, nous vous rendons compte de l'activité et des résultats des succursales de la Société au cours de l'exercice 2021. La liste des succursales et leur résultat se présentent comme suit :

Succursales	Primes	Sinistres	Résultat net
Belgique	67,765,474	6,627,136	(5,837,927)
Italie	286,237,310	59,796,562	(7,324,378)
Angleterre	207,198,970	48,652,067	503,597
Irlande	37,116,441	3,878,997	1,979,066
Pays-Bas	65,805,236	13,555,946	(2,808,985)
Suède	16,144,198	2,529,628	1,080,008
Danemark	30,164,716	5,173,675	(339,683)
Finlande	15,610,128	2,416,820	1,445,347
Norvège	10,579,023	1,765,190	(64,741)
République Tchèque	14,530,809	3,231,035	1,987,728
Slovaquie	5,266,576	366,957	567,953
Roumanie	9,204,900	1,909,136	1,294,753
Hongrie	7,342,006	759,303	541,868
Singapour	32,808,142	2,712,688	1,565,890
Japon	11,707,685	1,106,646	2,250,052
Hong-Kong	106,840,670	13,436,087	3,454,061
Suisse	38,203,179	4,133,842	3,224,245
Allemagne	604,865,941	137,152,293	(21,692,967)
Grèce	21,900,757	3,060,304	1,593,539
Taïwan	12,265,275	557,746	1,106,494
France	398,395,245	103,851,286	22,423,793
Chine	-	-	(91,812)
Total - EH SA	**1,999,952,681**	**416,673,344**	**6,857,900**

Par ailleurs, les participations détenues par la Société sont détaillées dans l'annexe 2 des comptes statutaires de la Société Euler Hermes SA.

11. Divers

Le Conseil d'administration a procédé à la revue des procédures de gestion des risques opérationnels et financiers et les considère comme appropriées. Les risques opérationnels

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

encourus par la Société (concurrence, conformité, produit, ...) revus dans le cadre du Comité des risques sont considérés couverts par les procédures en place. De par la nature même des activités de la Société, le risque financier qui affecte le plus la Société est le risque d'assurance. Ce dernier paraît adéquatement traité par les règles retenues par la Société pour la valorisation des grands agrégats du bilan. La Société ne fait pas usage d'instruments financiers dérivés.

La compétence individuelle et collective des membres du Comité d'audit et des risques a été revue par le Conseil d'administration et jugée acceptable.

Plus spécifiquement, en ce qui concerne les trois membres indépendants, Madame Marleen Mannekens qui préside ce Comité d'audit et des risques depuis 2020, est Ingénieure Commerciale diplômée de Solvay Business School, diplômée d'une maitrise de Tax Sciences de la même école, et réviseur d'entreprises, agréée par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Madame Mannekens possède une expérience pertinente dans une variété de secteurs (services, énergie, immobilier, société d'investissement etc.), elle a également acquis une expérience de missions en tant que conseiller financier auprès des pouvoirs publics (expert indépendant dans une commission parlementaire et au sein du haut conseil de finances). De 2012 à 2020, Madame Mannekens a été associée au sein d'Ernest & Young (Belgique).

En ce qui concerne Monsieur Philippe Carli, il est Ingénieur diplômé de l'École supérieure d'électricité, et diplômé d'une maîtrise de physique des solides de l'Université d'Aix-Marseille et de la Fuqua School of Business de l'Université de Duke (États-Unis).

De 2003 à 2010, Philippe Carli a été Président de Siemens France Holding SAS et de Siemens SAS France.

Il a dirigé le Groupe Amaury en qualité de directeur général, CEO et administrateur, d'octobre 2012 à novembre 2015. Philippe Carli a pris la présidence du groupe Ebra, pôle presse du Crédit Mutuel, dont il a rejoint le comité de direction générale, depuis le 18 septembre 2017.

Monsieur Tack pour sa part est titulaire d'un master en sciences économiques de l'Université de Gand, et d'un advanced master degree en management de la Vlerick Busines School. Monsieur Tack a exercé diverses fonctions de direction à la Générale de Banque et chez Fortis Banque. Il a par la suite été CEO de Aon Belgium & Luxemburg.

Les administrateurs n'ont aucun conflit d'intérêts à vous rapporter.

La société est filiale à 100% du groupe Allianz. Elle fait donc usage de l'exemption de l'obligation de publier une déclaration non financière prévue à l'article 3:6 du code des sociétés et des associations, puisque Allianz publie une déclaration non financière consolidée.

DocuSign Envelope ID: D2F2C8E9-F742-47B4-9F86-DFAF1904E7DF

* * *

Nous vous remercions de la confiance que vous voudrez bien témoigner à votre Conseil d'administration en donnant quitus de leur gestion aux administrateurs pour l'exercice clos au 31 décembre 2021, et en émettant un vote favorable pour les diverses résolutions soumises à votre approbation.

Bruxelles, le 7 Avril 2022

Pour le Conseil d'Administration,
son Président,
Wilfried Verstraete

Pour le Conseil d'Administration,
Loelz Limon Duparcmeur